

RAPPORT 21

Plan de gestion du patrimoine culturel



Projet Simandou

Simfer S.A.

Immeuble Cocotier
Route de Coleah Niger
Commune de Matam
BP848, Conakry
République de Guinée

Plan de gestion du patrimoine culturel

I-SZ-6370-H-PLN-00009

APPROBATIONS			
NUMÉRO DU DOCUMENT : I-SZ-6370-H-PLN-00009			
RÉVISION : 3		STATUT : Émis avec EIES - Projet de fosse de Ouéléba Nord - version finale	
Statut	Nom	Poste	Signature
Auteur			
Révisé			
Approuvé			

Historique des révisions					
Rév	Date	Commentaires	Auteur	Révisé	Approuvé
3	17 juin 2025	Émis avec EIES - Projet de fosse de Ouéléba Nord - version finale			
2	30 janvier 2025	Émis avec EIES - Projet de fosse de Ouéléba Nord - version préliminaire			
1	30 avril 2024	Émis avec EIES - Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire - version finale			
0	30 juin 2023	Émis avec EIES Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire - version préliminaire			

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	i
1 Introduction	1
1.1 Contexte et domaines d'étude pertinents	1
1.2 Généralités	2
1.3 Définitions des différents types de patrimoine culturel.....	6
1.3.1 Patrimoine culturel.....	6
1.3.2 Patrimoine culturel reproductible.....	6
1.3.3 Patrimoine culturel non reproductible.....	6
1.3.4 Patrimoine culturel essentiel.....	7
1.3.5 Découvertes fortuites.....	7
1.4 Trois types d'actions: Gestion, traitement, mobilisation de parties prenantes spécifiques	7
1.5 Objectifs et enjeux du PGPC.....	8
1.6 Indicateurs clés de performance	9
1.7 Rôles et responsabilités.....	10
1.8 Renforcement des capacités	10
2 Étapes et définitions.....	11
2.1 Traitement et gestion des sites	11
2.2 Types de patrimoine culturel et atténuation des impacts	11
2.3 Sites étudiés et parties prenantes impliquées	11
2.4 Consultation de la communauté	13
3 Résumé des exigences pour les différentes phases du Projet.....	14
4 Procédures standard de traitement des sites avant impact	16
4.1 Adapter le vocabulaire des normes à la Guinée et aux types de sites	16
4.2 Traitement des sites liés aux génies, aux esprits et aux fétiches	17
4.3 Traitement des cimetières.....	17
4.4 Sites non reproductibles.....	18
5 Élaboration et mise en œuvre des procédures de gestion en trois étapes	19
5.1 Informations générales.....	19
5.2 Phase 1: Validation des choix de traitement par les communautés	20
5.2.1 Définir clairement les impacts d'un point de vue communautaire	20
5.2.2 Définir les aspects techniques du traitement.....	20
5.2.3 Valider un traitement et ses détails techniques auprès des communautés	21
5.2.4 Identifier les parties prenantes et leur rôle dans le traitement.....	21
5.3 Phase 2: Création et validation du cahier des charges.....	22
5.3.1 Obtenir un consensus communautaire à valider auprès des autorités administratives locales	22
5.3.2 Parties prenantes non communautaires	23
5.3.3 Évaluer la durée du traitement avec la communauté	23
5.3.4 Remarques, implications et procédures opérationnelles pour la Phase 2	23

5.4	Phase 3: Mise en œuvre du traitement.....	24
5.4.1	Mise en œuvre, suivi et documentation des opérations.....	24
5.4.2	Évaluation du traitement et mise en place d'un Comité de surveillance multipartite.....	24
5.5	Remarques, implications et procédures opérationnelles générales	25
5.5.1	L'écoute et la compréhension, combinées à un système de médiation	25
5.5.2	Méthodes de consultation	25
5.5.3	Informar et communiquer.....	26
5.5.4	Durée totale et calendrier des traitements.....	26
5.5.5	Techniques rituelles: Complexité et traitements	27
5.6	Consensus communautaire: Consultation et validation d'un accord durable.....	27
5.6.1	Que signifie « consensus » dans le contexte des décisions de gestion du patrimoine culturel?	27
5.6.2	Construire un « consensus »: Communication, temps, médiation	28
6	Suivi et évaluation.....	29
6.1	Suivi post-traitement pour les sites protégés du patrimoine culturel	29
6.2	Suivi social et culturel	30
6.3	Formation interne et développement des compétences.....	32
7	Découvertes fortuites de sites du patrimoine culturel	33
8	Amélioration continue.....	34
8.1	Qualification des sites en fonction de leur intérêt patrimonial.....	34
8.2	Intégration des études du patrimoine culturel aux études archéologiques	35
8.3	Poursuivre les études sur le patrimoine culturel archéologique.....	35
8.3.1	Entreprendre des fouilles sur les principaux sites archéologiques découverts	37
8.3.2	Recherches complémentaires sur le débitage stratigraphique.....	37
8.3.3	Supervision des travaux par un archéologue	37
9	Calendrier et coût de la mise en œuvre.....	38
10	Références	39

TABLEAUX

Tableau 1.1	Indicateurs clés de performance du patrimoine culturel.....	9
Tableau 6.1	Indicateurs clés de performance, objectif, et mesures de surveillance.....	29
Tableau 8.1	Classification des sites identifiés en fonction de leur importance.....	36

FIGURES

Figure 1.1	Situation géographique des zones étudiées en 2022	3
Figure 1.2	Situation géographique des zones étudiées en 2023	4
Figure 1.3	Situation géographique des zones étudiées en 2024	5
Figure 1.4	Résumé des procédures du plan de gestion du patrimoine culturel	8
Figure 3.1	Étapes de la gestion du patrimoine culturel à l'étape de la conception du Projet	14

Figure 3.2	Phases du Projet et des processus de gestion du patrimoine culturel associés	15
Figure 5.1	Résumé des 3 phases du processus de traitement du patrimoine culturel	19

ANNEXES

Annexe 1	Analyse de la norme de performance 8 de la SFI relative au patrimoine culturel
Annexe 2	Proposition d'avis de suivi pour le traitement des sites
Annexe 3	Procédure relative aux découvertes fortuites
Annexe 4	Procédure relative aux découvertes fortuites concernant le patrimoine culturel
Annexe 5	Suivi et surveillance

ABREVIATIONS

Le Projet	Projet Simandou
CSM	Comité de surveillance multipartite
DNPH	Direction nationale du patrimoine historique
EIES	Étude d'impact environnemental et social
ICP	Indicateur clé de performance
NO	Note d'orientation
PC	Patrimoine culturel
PCA	Patrimoine culturel archéologique
PCI	Patrimoine culturel immatériel
PCV	Patrimoine culturel vivant
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PGPC	Plan de gestion du patrimoine culturel
PS	Performance Standard (norme de performance)
SFI	Société financière internationale

1 Introduction

1.1 Contexte et domaines d'étude pertinents

Simfer collabore avec INSUCO depuis de nombreuses années sur des études anthropologiques du patrimoine culturel dans divers domaines, notamment l'exploitation minière, les ports et les chemins de fer. Entre 2012 et 2016, ces partenariats ont produit de nombreux documents, tels que des répertoires et du matériel de formation, ainsi qu'un manuel de procédures qui a jeté les bases de l'actuel Plan de gestion du patrimoine culturel (PGPC), aujourd'hui remplacé par ce dernier.

Entre 2022 et 2024, plusieurs études ont été commandées et ont généré des documents (rapports et répertoires) recensant tous les sites du Patrimoine Culturel (PC)/Patrimoine Culturel Immatériel (PCI) et l'impact sur le régime des eaux de certains cours d'eau dans différentes zones, notamment la zone minière, l'embranchement ferroviaire reliant la mine à Kérouané et ses infrastructures, la route d'accès à l'aéroport de Beyla (2022), la zone portuaire (2023) et la zone de Ouéléba Nord (2024).

Le plan de gestion actuel, élaboré pour la première fois en 2022, concerne principalement ces zones d'étude. Cependant, en tant que document méthodologique, il est quelque peu indépendant des terrains spécifiques et plus étroitement aligné sur les normes, les lois et les institutions coutumières et administratives guinéennes. Il pourrait s'appliquer à d'autres zones que Simfer pourrait explorer à l'avenir, en prévoyant que INSUCO mette à jour le PGPC pour toute nouvelle zone d'étude (comme cela a été fait en 2024).

Voici un résumé des informations concernant ces zones d'étude :

- 1 Zone de la mine - La zone de la mine a fait l'objet de plusieurs études, dont la plus récente, datant de 2015, constitue une mise à jour et la source d'information la plus complète sur le sujet du patrimoine culturel, offrant un bilan des études précédentes et dont le rapport et le répertoire restent des références. Ce sont les données de 2015 qui ont été mises à jour lors de la campagne d'enquête 2022. Par rapport à 2015, la zone d'emprise de la mine a été légèrement modifiée et la mise à jour est effectuée dans cette nouvelle zone. En outre, INSUCO a mis en œuvre la recommandation du rapport de 2015 concernant la nécessité d'enquêter sur les villages situés au sud et au sud-est de la zone minière, qui sont assez éloignés en raison de leur éloignement de la forêt classée. Dans le plan de gestion, des parties écrites (chapitres ou paragraphes) concernent parfois uniquement la zone minière, y compris la gestion du patrimoine culturel, en raison de la longue histoire entre les communautés détentrices du patrimoine culturel et Simfer, notamment à travers les antécédents de prise en compte du patrimoine culturel.
- 2 Petites zones d'impact hydrologique périphériques à la mine - Les impacts dus aux changements de régime d'un certain nombre de rivières ont donné lieu à des études supplémentaires, dans la zone de la mine sur des sites déjà étudiés susceptibles d'être totalement impactés, ainsi qu'en dehors de la zone d'emprise de la mine sur le quasi-totalité du périmètre de la mine, bien que sur des surfaces plus réduites.
- 3 Une section ferroviaire de 75 km, dans la version initiale de l'itinéraire - Cette zone n'a pas été étudiée auparavant du point de vue du Patrimoine culturel/Patrimoine culturel immatériel. L'étude comprenait donc une première enquête sur les sites du patrimoine culturel, une première réunion avec les communautés détentrices de ces sites et des premiers éléments concernant la gestion des sites du patrimoine culturel et du patrimoine culturel immatériel. En outre, l'étude des PC/PCI a nécessité la collecte d'informations concernant l'histoire et les structures sociales et institutionnelles des communautés villageoises, ce qui est essentiel pour une compréhension globale de leur patrimoine culturel.
- 4 Une route d'accès à l'aéroport de 18,3 km - Cette route a fait l'objet d'une étude initiale similaire à celle de la voie ferrée. Cette étude est la première pour cette route et implique des méthodologies et des considérations similaires.

- 5 La zone portuaire - Afin de couvrir l'extension du port et les bancs d'emprunt 1 à 10, la zone d'enquête a couvert les villages les plus proches du bras de mer où les activités portuaires seront les plus importantes, ainsi qu'une zone tampon de 500 m autour des emprises.
- 6 La zone de Ouéléba Nord - Cette étude couvre la zone minière avec une large zone tampon, en se concentrant sur les villages de Nionsomoridou, Traoréla et Moribadou.

Pour les trois zones d'étude (mine, embranchement ferroviaire, route d'accès à l'aéroport), une zone tampon de 200 mètres a été appliquée. La figure 1.1 présente ces zones d'étude.

Ce PGPC s'applique au patrimoine culturel de type « ethnologique », complémentaire, du point de vue de la Norme 8 de la SFI et du patrimoine culturel archéologique.

1.2 Généralités

Le présent PGPC complète l'étude du patrimoine culturel de la zone minière et des autres infrastructures du Projet Simandou (le Projet). Ce PGPC est donc associé à un rapport d'étude et à plusieurs répertoires de sites patrimoniaux, en fonction des zones d'étude, qui ont été produits en novembre/décembre 2022. Des documents supplémentaires ont été produits entre 2022 et 2024, couvrant d'autres domaines connexes et complétant le travail effectué en 2022. Le présent PGPC s'applique à ces zones supplémentaires.

Alors que la Norme de performance 8 (PS8) de la Société financière internationale (SFI) stipule que le patrimoine doit être évalué en collaboration avec toutes les parties prenantes, y compris les acteurs autres que les communautés utilisatrices, les impacts et les mesures d'atténuation sont le résultat d'un processus de consultation avec les utilisateurs propriétaires du patrimoine, à savoir, les communautés : « Lorsqu'un projet est susceptible d'affecter le patrimoine culturel, le maître d'ouvrage consulte les communautés affectées du pays d'accueil qui utilisent, ou, de mémoire d'homme, ont utilisé de longue date, le patrimoine culturel à des fins culturelles. Le client consulte les communautés affectées afin d'identifier le patrimoine culturel important et d'intégrer dans son processus de prise de décision les points de vue des communautés affectées sur ce patrimoine culturel. Les consultations doivent s'étendre aux organismes réglementaires locaux ou nationaux compétents en matière de protection du patrimoine culturel. » Tous les principes et méthodes proposés dans ce PGPC répondent à l'exigence première de consultation de la communauté.

Conformément aux méthodes décrites dans le présent plan et dans les plans de gestion complémentaires, Simfer poursuivra les consultations visant à gérer les effets sur le patrimoine culturel. Une méthode est proposée pour permettre à Simfer de poursuivre les consultations visant à gérer son patrimoine culturel. Ce PGPC s'applique avant tout à la gestion à court terme des sites, c'est-à-dire au traitement à appliquer aux sites, par le biais d'une ou de plusieurs opérations techniques et de pratiques associées. Ces efforts visent à atténuer les impacts causés par la construction de la mine, en se concentrant sur les impacts à court terme.

Des mesures d'atténuation sont élaborées avec les communautés en fonction d'un scénario d'impact total (destruction des sites) et pour un traitement ou une gestion définitive des sites, sauf cas particuliers.

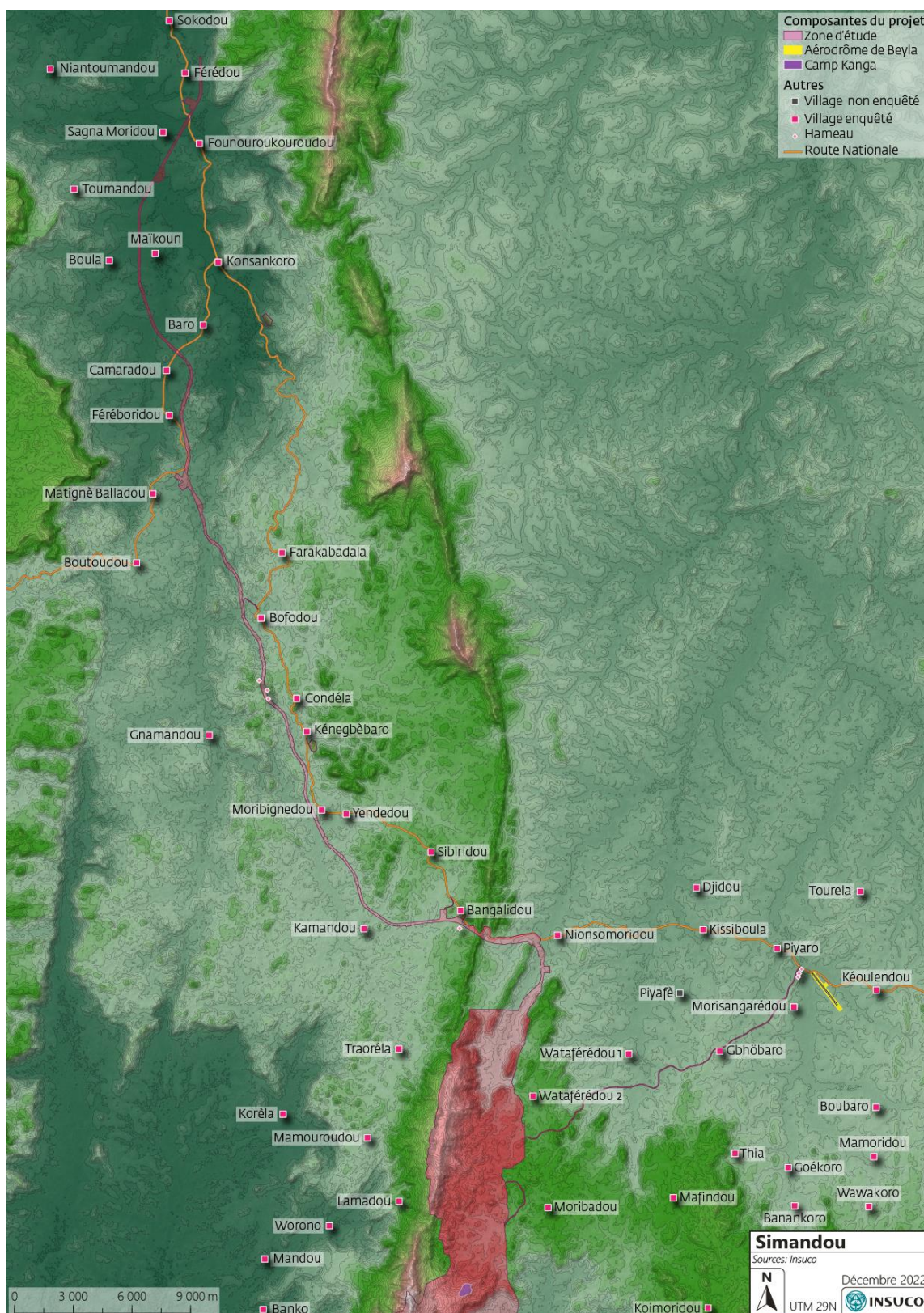


Figure 1.1 Situation géographique des zones étudiées en 2022

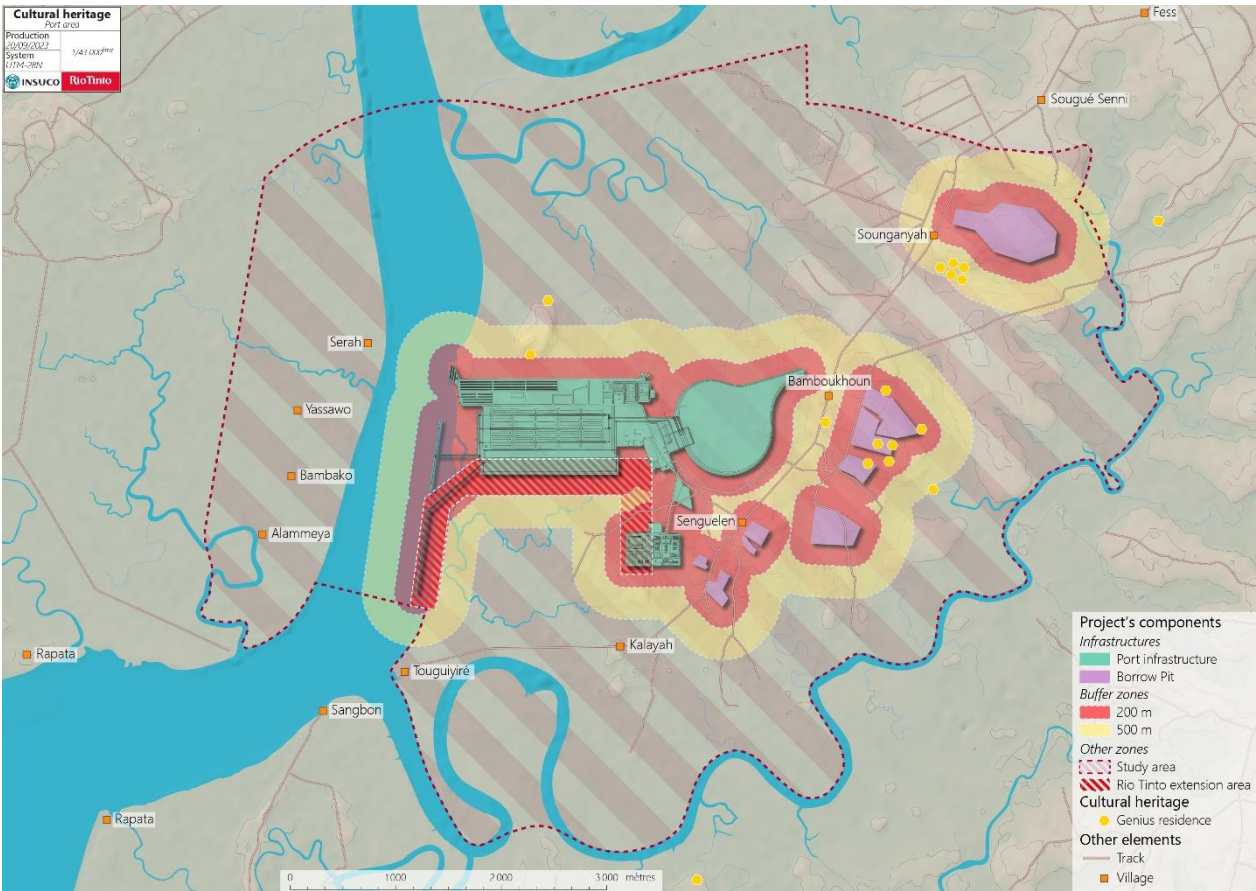


Figure 1.2 Situation géographique des zones étudiées en 2023

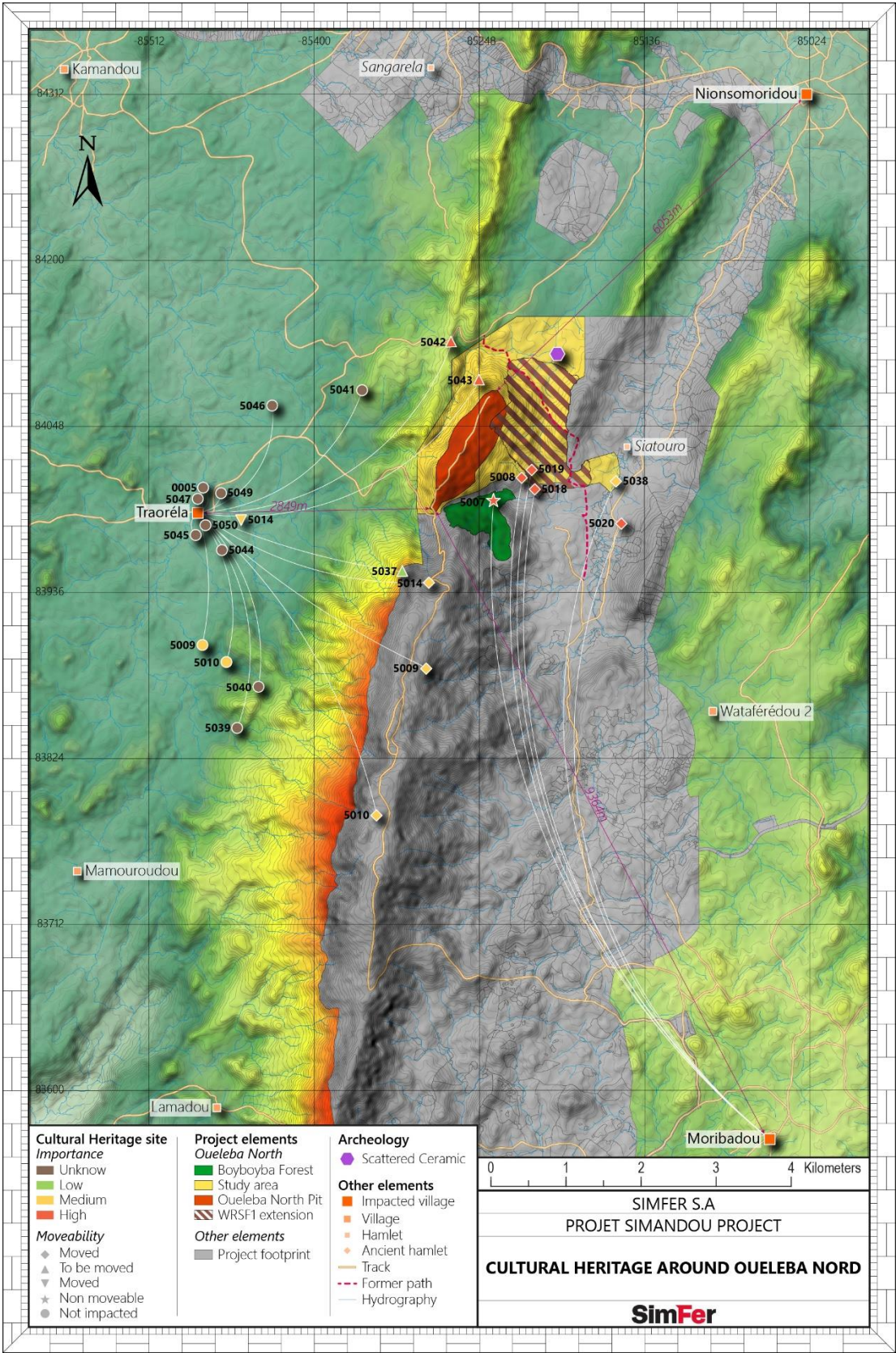


Figure 1.3 Situation géographique des zones étudiées en 2024

Le scénario de l'impact total, qui permet aux communautés de définir des stratégies d'atténuation appropriées, peut être réévalué par Simfer. Par conséquent, certains sites peuvent éviter une destruction complète mais être exposés à la poussière, au bruit (des routes ou des voies ferrées voisines) ou à d'autres impacts plus limités ou partiels. Ces impacts pourraient potentiellement affecter le fonctionnement rituel des sites. La configuration de ces impacts peut varier de manière significative. Le PGPC fournit des informations détaillées et des méthodologies pour les consultations en cours, au fur et à mesure que le processus de construction de la mine progresse à travers les différentes étapes de définition de la conception. Ces étapes nécessitent de nouvelles consultations afin d'intégrer les nouvelles informations dont disposent les communautés. Cela permet d'ajuster les traitements ou les mesures d'atténuation initialement proposés lors des visites et des enquêtes.

1.3 Définitions des différents types de patrimoine culturel

1.3.1 Patrimoine culturel

La SFI distingue deux grandes catégories de patrimoine culturel:

- PCA (Patrimoine culturel archéologique): Le patrimoine culturel archéologique (PCA) n'est pas couvert par le présent rapport et fait l'objet d'un rapport de gestion distinct. Ce sont les résultats des enquêtes relatives au patrimoine culturel vivant (PCV) qui sont présentés ici.
- PCV (Patrimoine culturel vivant) : Le patrimoine culturel vivant est défini dans la Norme de performance 8 de la SFI (qui traite exclusivement du patrimoine culturel) comme suit : « (i) les formes matérielles du patrimoine culturel, telles que les objets matériels mobiliers ou immobiliers, les biens, les sites, les structures ou les ensembles de structures ayant une valeur archéologique (préhistorique), paléontologique, historique, culturelle, artistique et religieuse ; (ii) des caractéristiques naturelles uniques ou des objets tangibles qui incarnent des valeurs culturelles, tels que des bosquets sacrés, des rochers, des lacs et des chutes d'eau ; et (iii) certains exemples de formes immatérielles de la culture qu'il est proposé d'utiliser à des fins commerciales, telles que les connaissances culturelles, les innovations et les pratiques des communautés qui incarnent des modes de vie traditionnels. » (Note d'orientation 1).

1.3.2 Patrimoine culturel reproductible

Conformément à la NO19, la Note 3 définit le patrimoine culturel reproductible comme « ...les formes matérielles du patrimoine culturel qui peuvent être déplacées vers un autre lieu ou remplacées par une structure similaire ou des caractéristiques naturelles auxquelles les valeurs culturelles peuvent être transférées par des mesures appropriées. Les sites archéologiques ou historiques peuvent être considérés comme reproductibles si les époques et les valeurs culturelles qu'ils représentent sont bien représentées par d'autres sites et/ou structures. »

1.3.3 Patrimoine culturel non reproductible

Conformément à la NO21, la Note 5 définit le patrimoine culturel non reproductible comme « ... les formes matérielles du patrimoine culturel qui ne peuvent être déplacées ou remplacées par une structure similaire. Le patrimoine culturel non reproductible peut également concerner les conditions sociales, économiques, culturelles, environnementales et climatiques des peuples anciens, l'évolution de leur écologie, leurs stratégies d'adaptation et les premières formes de gestion de l'environnement, lorsque (i) le patrimoine culturel est unique ou relativement unique pour la période qu'il représente, ou (ii) le patrimoine culturel joue un rôle unique ou relativement unique en tant que liaison entre plusieurs périodes sur un même site ».

1.3.4 Patrimoine culturel essentiel

Conformément à l'article 13 de la NO23, le patrimoine culturel essentiel est défini comme comprenant « ... l'un des types de patrimoine culturel suivants ou les deux : (i) le patrimoine culturel internationalement reconnu des communautés qui utilisent ou ont longtemps utilisé ce patrimoine à des fins culturelles ; et (ii) les zones de patrimoine culturel légalement protégées, y compris celles que les gouvernements hôtes proposent de classer comme telles. »

1.3.5 Découvertes fortuites

Selon la norme NO24, « lorsqu'un patrimoine culturel internationalement reconnu est essentiel pour une population qui continue à l'utiliser à des fins culturelles pendant une longue période, ce patrimoine peut être considéré comme essentiel, même s'il n'est pas protégé par la Loi. Pour être considéré comme essentiel, le patrimoine culturel doit être internationalement reconnu avant la proposition de projet. » La Note 1 de NO14 stipule que les découvertes fortuites sont « des éléments du patrimoine culturel physique découverts de manière inattendue pendant la phase de construction ou d'exploitation du projet. »

1.4 Trois types d'actions: Gestion, traitement, mobilisation de parties prenantes spécifiques

L'objectif du PGP se décline par rapport à trois séries d'actions relatives à la gestion des sites patrimoniaux.

Le répertoire des sites du patrimoine culturel fournit les premiers résultats des consultations avec les communautés pour définir la gestion du site pendant la construction de la mine. Cette gestion, en termes d'impacts, consiste à définir avec les communautés la possibilité de mesures d'atténuation applicables aux sites du patrimoine culturel. Pratiquement tous les sites font l'objet de mesures d'atténuation, également appelées traitements.

À court terme, pendant la phase de construction de la mine, des procédures seront mises en œuvre pour gérer les sites du patrimoine culturel identifiés et utilisés par les communautés concernées. Il s'agit de:

- Recueillir et comprendre les préférences des communautés quant au traitement de leurs sites du patrimoine culturel
- Évaluer la temporalité des différentes actions et de l'ensemble du processus de compensation/traitement (consensus social et processus technique)
- Conseiller et recommander des procédures à une échelle plus globale concernant le traitement des sites du patrimoine culturel, dans l'idée de limiter l'impact socioculturel des développements miniers planifiés

Une fois le traitement terminé, une prise en charge à long terme peut s'avérer nécessaire. D'après l'étude de terrain réalisée, cette gestion à plus long terme ne concernerait que quelques sites actuellement non définis. Ces sites nécessiteront un plan de gestion si leur traitement déclenche une recommandation de conservation du site. Un aspect essentiel de la gestion des sites est que, dans la plupart des cas, le traitement conduit à la séparation des communautés de leurs sites, sans causer d'impact significatif sur la continuité du patrimoine culturel. Ceci est particulièrement vrai pour le type principal, la résidence de génies. Les cimetières sont les sites du patrimoine culturel les plus complexes, tant en termes de traitement que d'application d'un plan de gestion à long terme.

Enfin, des sites ont été recensés qui ne sont pas reconnus par les communautés comme des sites du patrimoine culturel à conserver. Les parties prenantes responsables de la propriété et de la gestion du site se trouvent ailleurs. Un travail de qualification considérable reste à faire pour ces sites, nécessitant l'implication de parties prenantes représentatives capables d'articuler l'intérêt patrimonial et les mesures nécessaires. Ces sites sont peu courants et seront traités comme

une priorité secondaire. Les principes de conformité à la PS8 sont mentionnés sous forme de recommandations à mettre en œuvre par Simfer.

1.5 Objectifs et enjeux du PGPC

Le PGPC a pour objectif de préserver le patrimoine culturel et de le protéger des impacts négatifs liés à la construction et à l'exploitation de tout aspect du Projet Simandou, ainsi que de préserver ce patrimoine culturel pour les générations futures.

Le PGPC se penche sur les exigences en matière de gestion du patrimoine culturel et décrit les processus, les procédures et les ressources utilisés dans le cadre du Projet pour garantir sa mise en œuvre et sa conformité.

Le PGPC décrit également les procédures à mettre en œuvre pour assurer l'identification des ressources culturelles, l'atténuation des impacts potentiels et la préservation de ces ressources. Il s'agit notamment des objectifs suivants:

- Identification de tout patrimoine culturel ou archéologique potentiel par le biais d'études et de recherches archéologiques et anthropologiques. La recherche est effectuée par des organismes compétents, en consultation avec les communautés locales et le ministère des Communautés
- Utilisation des résultats de la recherche sur le patrimoine pour définir les régions ou les zones où des procédures de gestion spéciales sont nécessaires
- Définition d'une procédure à suivre en cas de découverte fortuite
- Définition des rôles et responsabilités
- Gestion et atténuation des perturbations des environnements présentant une valeur culturelle ou archéologique
- Préservation des biens culturels et archéologiques pour les générations futures

La figure 1.2 résume les procédures à mettre en œuvre pour assurer l'identification des ressources culturelles, la réduction des impacts potentiels et la préservation de ces ressources.

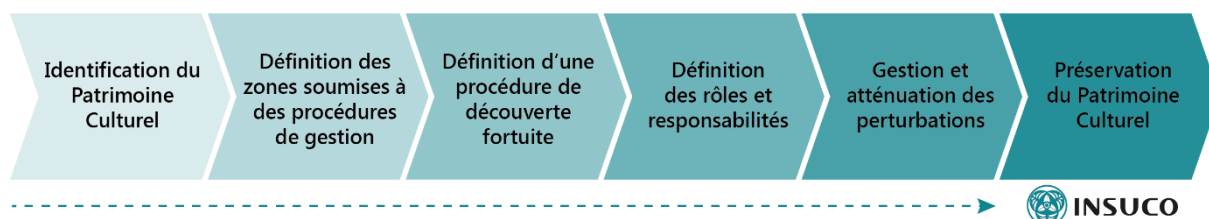


Figure 1.4 Résumé des procédures du plan de gestion du patrimoine culturel

La procédure de gestion du patrimoine culturel s'applique à tout le patrimoine culturel découvert dans la zone d'influence (y compris les zones tampons) tout au long du Projet. Elle tient compte des perturbations du site pendant la construction, le forage et toute autre activité susceptible d'avoir un impact sur un site patrimonial.

Le PGPC décrit les processus, les procédures et les ressources qui seront utilisés par le Projet pour garantir la réussite de sa mise en œuvre et le respect de ses exigences.

« En vertu du paragraphe 7 de la norme de performance 1, le 'processus d'identification des risques et des impacts doit être fondé sur des données de référence environnementales et sociales récentes et suffisamment détaillées' et, le cas échéant, doit inclure un processus de reconnaissance et de collecte d'informations de référence appropriées sur le patrimoine culturel, réalisé en amont du projet. ». Ce processus pourra être basé sur un travail de terrain ou une recherche documentaire, en fonction du projet et de la présence potentielle d'un patrimoine culturel. » (Norme de performance 8, Note d'orientation 3).

Ce processus répond aux objectifs suivants de la norme 8:

- Identifier les sites du patrimoine culturel
- Informer sur le type de patrimoine culturel de chaque région, les pratiques qui s'y déroulent et son histoire
- Identifier les parties prenantes locales qui en sont les gestionnaires
- Lancer une consultation initiale sur leur gestion, y compris les mesures d'atténuation à court terme avant les travaux et les impacts associés, et les conditions de ces mesures

Le PGPC propose une méthodologie pour la mise en œuvre de la gestion du patrimoine culturel afin d'atteindre l'objectif global de la Norme 8 de la SFI qui stipule, dans la note d'orientation 1, qu'il faut « préserver et protéger le patrimoine culturel en évitant, réduisant, restaurant, si possible, et dans certains cas en compensant les impacts négatifs potentiels des projets sur le patrimoine culturel. »

Les objectifs sous-jacents du PGPC en matière de préservation et de protection sont les suivants:

- Définir les parties prenantes concernées (utilisateurs et propriétaires du patrimoine culturel, institutions nationales et internationales chargées du patrimoine)
- Définir les impacts et les mesures de protection ou d'atténuation requises (éviter, destruction, déplacement, reproduction)
- Planifier la gestion à moyen et long terme

Le document propose une méthodologie générale pour la gestion des actifs en fonction de leurs qualités, en commençant par une gestion à court terme visant à éviter ou à atténuer les impacts.

Le processus de gestion du site doit être développé davantage. Simfer mènera des consultations permanentes avec les communautés afin de définir de manière exhaustive les éléments du traitement.

1.6 Indicateurs clés de performance

Les indicateurs clés de performance (ICP), les objectifs et les mesures de suivi relatifs à l'archéologie et au patrimoine culturel sont résumés dans le tableau 1.1.

Tableau 1.1 Indicateurs clés de performance du patrimoine culturel

Indicateurs clés de performance / métrique	Objectif
PGPC-01 Perturbation de sites patrimoniaux connus ou identifiables	Aucune perturbation résultant de la construction ou de l'exploitation du Projet
PGPC-02 Nombre de plaintes des communautés locales en rapport avec le patrimoine culturel	≤ 5 par an
PGPC-03 Rapports sur les découvertes fortuites	Signalées immédiatement conformément à la procédure relative aux découvertes fortuites

Les mesures de surveillance figurent à l'Annexe 5.

1.7 Rôles et responsabilités

Simfer est responsable en dernier ressort du respect du PGPC. Toutefois, la responsabilité du programme de protection est partagée entre le personnel de Simfer, les entrepreneurs et les sous-traitants.

L'équipe de Simfer chargée de la performance sociale et communautaire (PSC) sera responsable du suivi, de la mise en œuvre et de l'audit du PGPC par les entrepreneurs et les sous-traitants. Il est de sa responsabilité de s'assurer que ce PGPC est correctement appliqué.

Les sous-traitants doivent se conformer au PGPC et aux autres documents de Simfer relatifs à la gestion du patrimoine culturel, tels que le Plan de gestion de l'implication des communautés. Les sous-traitants doivent s'assurer que les procédures internes tiennent compte des aspects liés au patrimoine culturel.

Simfer travaillera régulièrement avec le sous-traitant pour s'assurer que les sites connus du patrimoine culturel sont correctement gérés pendant la phase de construction, grâce à une surveillance régulière des sites pour vérifier leur état.

1.8 Renforcement des capacités

Les mesures de renforcement des capacités figurent à l'Annexe 3 du Plan de gestion environnementale et sociale (PGES).

En outre, les possibilités de renforcement des capacités des parties prenantes sont décrites dans les sections suivantes du présent Plan de gestion, par le biais d'une consultation permanente avec les communautés sur l'identification des traitements appropriés et des mesures d'atténuation pour le patrimoine culturel et les sites archéologiques identifiés.

2 Étapes et définitions

2.1 Traitement et gestion des sites

Le vocabulaire suivant sera utilisé dans les sections suivantes:

- **Traitement** - décrit toutes les mesures techniques prises sur les sites pour réduire ou annuler les nombreux types d'impact causés par le développement du Projet. Ce traitement technique englobe les approches techniques mises en œuvre par Simfer et ses entrepreneurs, ainsi que les approches sociales et rituelles mises en œuvre par les communautés. Il aborde les dimensions matérielles et immatérielles du patrimoine.
- **Gestion** - se réfère à toutes les actions entreprises par Simfer en relation avec les PC/PCI, y compris le traitement initial, le suivi et la restauration des sites après leur fermeture, le cas échéant.
- **PGPC** - Plan de gestion du patrimoine culturel, à mettre en œuvre pendant la durée de la construction et de l'exploitation du Projet, ainsi que pendant sa fermeture.

Le patrimoine culturel est constitué de sites disséminés dans les villages. Il est principalement les impacts de la construction de la mine et de toutes ses installations. Simfer mettra donc en place les procédures développées dans le PGPC ci-dessous avant le début des travaux. La gestion des sites peut se poursuivre jusqu'à la phase de fermeture de la mine, bien qu'elle ne s'étende souvent pas au-delà du traitement.

Lorsque la phase d'exploitation comprend de nouvelles étapes de construction, les opérations à réaliser sont identiques à celles qui sont entreprises en amont et pendant la phase de construction initiale.

2.2 Types de patrimoine culturel et atténuation des impacts

L'Annexe 1 présente les différentes catégories de patrimoine culturel ainsi que les mesures d'atténuation d'impact à appliquer à chacune d'entre elles, conformément aux normes de la SFI.

Les mesures d'atténuation consistent à protéger le site en fournissant un accès ou en remplaçant physiquement les sites pour permettre aux communautés de poursuivre leurs pratiques socioculturelles.

C'est pourquoi les procédures de consultation sont essentielles, car seules les communautés sont à même de prescrire le traitement et la gestion appropriés des sites, en tenant compte des différentes dimensions immatérielles qui y sont incorporées.

2.3 Sites étudiés et parties prenantes impliquées

Le traitement et la gestion concernent diverses parties prenantes, y compris Simfer et les communautés locales, telles que:

- Les services d'ingénierie de Simfer ou les entrepreneurs qui procéderont au déplacement, à la destruction, au remblayage ou à la protection des sites
- Une partie (ou la totalité) des lignées du village et/ou d'autres lignées des villages voisins
- Les fétichistes ou imams
- Les Conseils des sages
- Les institutions locales
- Les administrations décentralisées, etc.

Les sites du patrimoine des communautés villageoises sont ceux qui se rapportent au patrimoine immatériel et aux pratiques culturelles dont les utilisateurs et les propriétaires sont les communautés. Ces sites ne concernent aucune institution culturelle régionale. Par conséquent, les parties prenantes sont avant tout des individus, des groupes sociaux communautaires et des institutions coutumières. Les parties prenantes concernées doivent être impliquées dans un processus de concertation mis en place par Simfer pour travailler ensemble sur les différentes opérations de traitement et le plan de gestion. Les parties prenantes de la communauté doivent être définies par les communautés elles-mêmes, site par site et pour chaque opération.

En raison du manque de ressources humaines ou financières, les institutions guinéennes en charge du patrimoine culturel sont peu développées. Il n'existe pas de programme national ou régional de recensement, de collecte et de gestion du patrimoine culturel et du patrimoine culturel immatériel en Guinée. La gestion des sites du patrimoine culturel doit impliquer des institutions publiques et/ou des administrations locales décentralisées.

Les autorités administratives locales seront impliquées dans le processus de validation des plans de gestion avec les communautés. Ce sont des institutions nécessaires dans le cadre d'accords juridiques sanctionnant un mode de gestion du patrimoine défini avec les communautés d'utilisateurs et de propriétaires.

En l'absence d'un programme de patrimoine public, Simfer s'impliquera auprès des institutions culturelles guinéennes et accèdera à une expertise plus spécifique sur l'impact du Projet d'un point de vue régional et national. L'objectif sera d'établir des relations avec la Direction nationale du patrimoine historique (DNPH) du ministère de la culture et du patrimoine historique. Pour ce faire, Simfer tiendra compte de l'impact sur les sites identifiés et, plus largement, sur le patrimoine culturel à travers les changements sociaux que l'activité minière entraînera au cours de la période d'exploitation.

Les données collectées sur les sites seront stockées sous une forme à définir par les parties. Cette base de données constituera une solution temporaire pour remédier aux faiblesses des institutions existantes qui, conformément à la Norme 8 de la SFI, sont des parties prenantes essentielles. Ce référentiel répond donc à cette norme en permettant à ces institutions d'évaluer le Projet et ses impacts et de produire un retour d'expérience.

Cette expertise doit porter sur deux aspects en particulier:

- Évaluer les risques liés à la manipulation du contenu historique et identitaire des sites et des pratiques associées. Ceci est particulièrement vrai pour les résidences d'Esprits, qu'elles soient isolées ou en série. Ces sites fournissent des informations sur le statut des groupes sociaux, tels que les anciens natifs, quand l'autochtonie peut conduire à des formes de revendication territoriale, en particulier lorsque les contextes impliquent certains aspects économiques. Certains de ces sites ont également une histoire directement liée à des conflits ancestraux et séculaires entre groupes sociaux et ethniques et ont été « installés » dans le cadre de conflits religieux, identitaires et territoriaux. Ceci est particulièrement vrai pour le contrôle des routes commerciales, ou dans un contexte de conquête, notamment par les Malinkés sur les Toma.
- Un processus d'évaluation pourrait être mis en place pour évaluer la valeur de la traduction des connaissances accumulées sur la zone d'étude du patrimoine culturel en diverses formes de valorisation culturelle, allant des expositions ou des projets muséographiques à la documentation, à l'archivage, aux programmes éducatifs, etc. Un tel programme de valorisation a déjà été mis en place sur un site portuaire impacté, entre Simfer et la Direction Nationale de la Culture, ainsi que le Musée National. Si l'initiative débouche sur un projet au Musée, on peut supposer que des programmes d'archivage et de documentation pourraient être mis en œuvre pour les sites identifiés dans la zone ferroviaire.

Par ailleurs, toute initiative de Simfer visant à appuyer les actions institutionnelles de conservation et de valorisation du patrimoine culturel fera l'objet d'une discussion et d'une étude.

2.4 Consultation de la communauté

La gestion et le traitement des sites impliquent à la fois des approches communes pour les différents sites et des situations localisées spécifiques à un village ou un site. Simfer va :

- Prêter attention à la nécessité de généraliser les procédures de traitement et de gestion.
- Travailler avec les communautés pour définir la situation spécifique de chaque village et de chaque site.
- Le PGPC fournit une grille de lecture, un cadre et des actions standard, mais il ne fournit pas de méthodes pour gérer le patrimoine culturel sans consultation des parties prenantes. Les communautés et les parties prenantes impliquées dans la gestion du site sont les seules à pouvoir définir les impacts socioculturels et les méthodes de gestion spécifiques au site.

Simfer a mis en place un processus qui permet aux individus ou aux communautés de faire part de leurs préoccupations, de leurs problèmes ou de leurs revendications (réels ou perçus) et de participer à une médiation dans le cadre d'une procédure formelle de résolution des conflits (voir le mécanisme de règlement des doléances). Les litiges relatifs au patrimoine culturel seront traités par le biais de ce mécanisme.

Le patrimoine ethnologique immatériel (ou vivant) que l'on trouve en Guinée constitue une réalité socioculturelle intime, importante et actuelle pour les communautés. Le patrimoine culturel est historique, politique, sociologique, identitaire et fait partie de la vie de la communauté, que ce soit occasionnellement ou quotidiennement. Il est essentiel pour Simfer de comprendre les dimensions immatérielles du patrimoine. Pour ce faire, la mise en place d'un système de gestion du patrimoine culturel avec une équipe qui comprenne les nuances socioculturelles du patrimoine culturel en Guinée serait bénéfique. Cette équipe devrait avoir la capacité d'appréhender la réalité immatérielle du patrimoine lors des consultations.

Pour intégrer efficacement les considérations relatives au patrimoine culturel, Simfer adoptera une approche respectueuse et globale à l'égard des communautés et de leurs cultures.

3 Résumé des exigences pour les différentes phases du Projet

La figure 3.1 ci-dessous résume les étapes à suivre pendant la phase de conception du Projet.

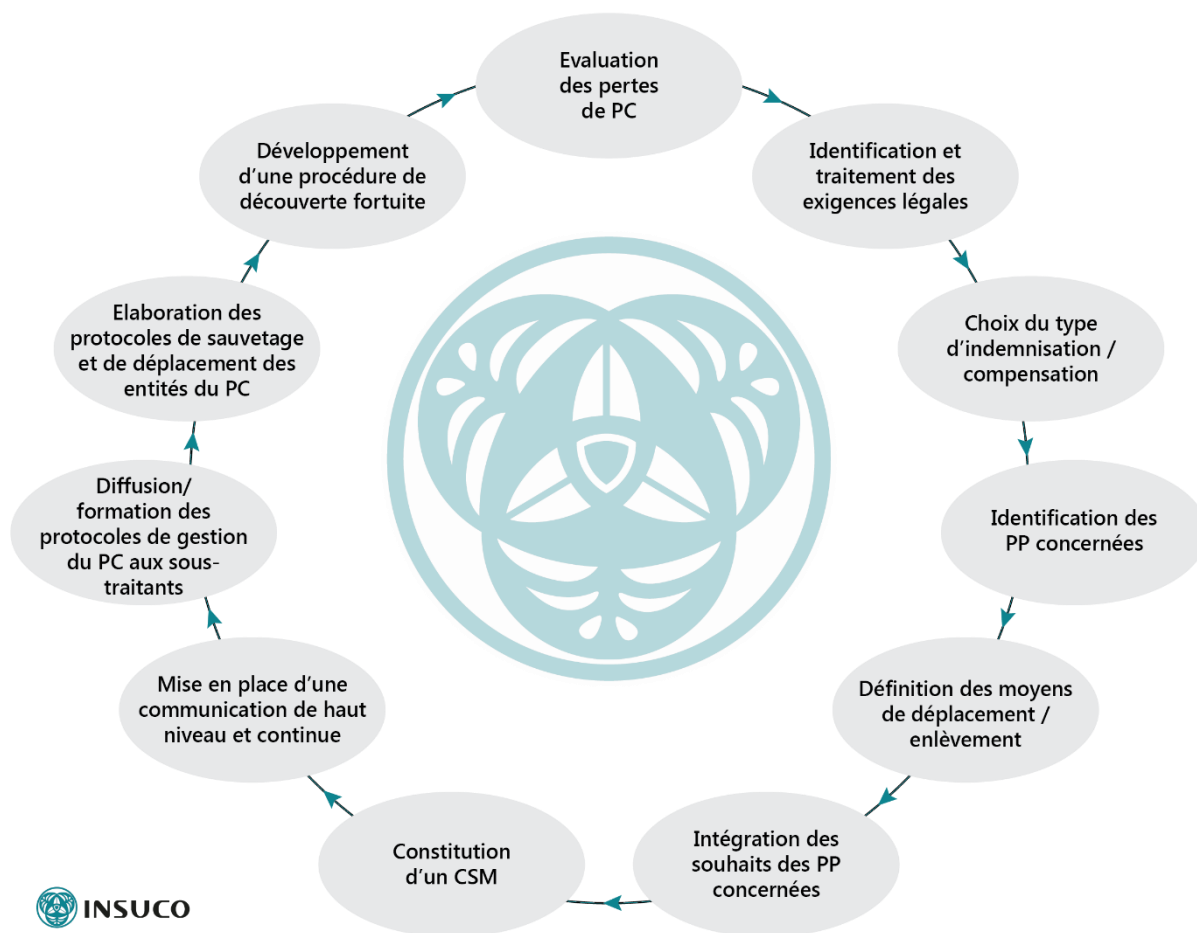


Figure 3.1 Étapes de la gestion du patrimoine culturel à l'étape de la conception du Projet

Cette synthèse, spécifique à la phase préliminaire et primordiale de la conception du Projet, doit être replacée dans une vision plus globale du Projet et de ses cycles. La figure 3.2 ci-dessous présente les principales étapes du cycle global et les grandes lignes à suivre en termes de gestion du patrimoine culturel.

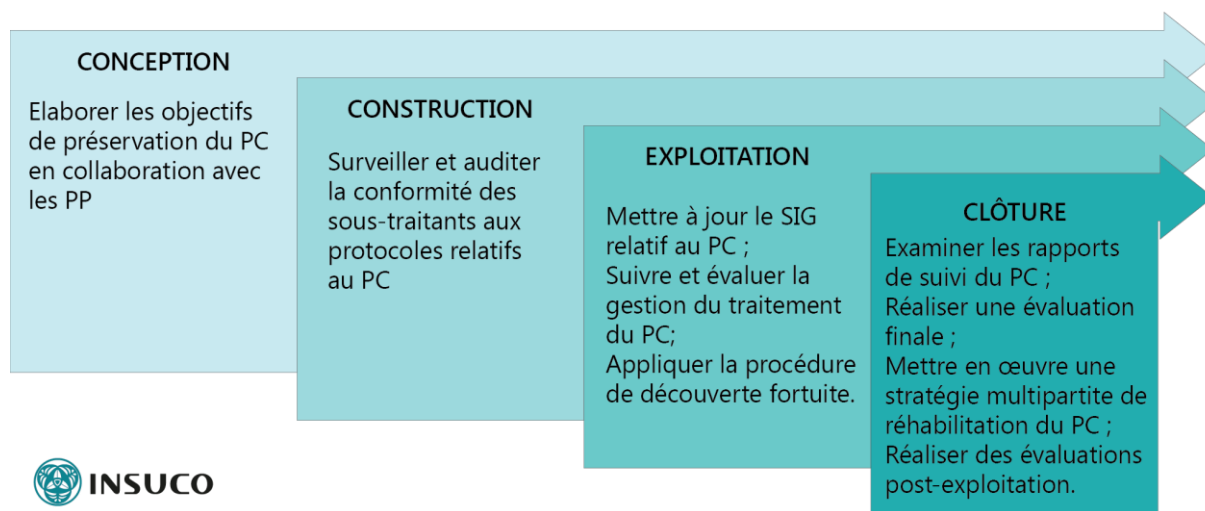


Figure 3.2

Phases du Projet et des processus de gestion du patrimoine culturel associés

4 Procédures standard de traitement des sites avant impact

Simfer, comme le précisent les textes de la SFI, fera tous les efforts techniques pour protéger les sites des impacts ou permettre une atténuation optimale. Les procédures de traitement les plus fréquemment rencontrées sont présentées ici, mais d'autres peuvent également être envisagées.

Pour plus d'informations, voir l'Annexe 2, Proposition d'avis de suivi pour le traitement des sites.

4.1 Adapter le vocabulaire des normes à la Guinée et aux types de sites

La notion de reproductibilité est présentée dans le contexte de l'étude du patrimoine culturel. La SFI identifie les sites non reproductibles et les sites reproductibles. Les termes « reproductible » et « déplaçable » doivent être adaptés au patrimoine culturel de la Guinée, en tenant compte du type spécifique de site concerné. Par conséquent:

- Sites des esprits : Le patrimoine des sites des esprits se limite à des pratiques immatérielles et le patrimoine culturel n'a que peu ou pas de signification matérielle. Il s'agit de reproduire des pratiques, c'est-à-dire de leur permettre de se poursuivre dans un autre lieu. Cette demande est rare, car la relation entre les humains et les esprits n'est pas conçue comme immuable ou sacrée, mais plutôt comme quelque chose qui se défait sans nécessité d'être nourrie. Si les communautés souhaitent maintenir une relation avec les esprits, pour les avantages qu'ils procurent, il n'y a pas de site physique à reproduire. Au lieu de cela, les esprits ou les communautés trouvent un nouvel endroit pour se réunir et poursuivre leurs pratiques culturelles, telles que les sacrifices. La matérialité du patrimoine culturel fait ici référence à des éléments de la nature, plus ou moins remarquables, qui concernent indirectement le patrimoine culturel, via la notion de paysage culturel. Cette dernière peut être significative à l'échelle d'un grand territoire et d'un ensemble de sites et de pratiques associées.
- Cimetières : Les cimetières ont un aspect tangible évident (c'est-à-dire en rapport avec les ossements) ainsi qu'une relation avec les ancêtres. C'est le caractère tangible de ce type de site qui fait que les cimetières sont rarement considérés, par les communautés, comme reproductibles. Les cimetières peuvent être reproduits (c'est-à-dire excavés et les tombes et les ossements transférés dans un autre lieu), mais les communautés sont préoccupées par les risques de dérangement des ancêtres inhérents à cette solution d'atténuation.

Le déplacement d'un site, qui peut être considéré comme entrant dans la catégorie normative de la réplique, implique les éléments suivants, conformément à la norme de performance 8 de la SFI:

- « Limiter les impacts négatifs et appliquer des mesures de restauration *in situ* qui garantissent le maintien de la valeur et de la fonctionnalité du patrimoine culturel. »
- Veiller à ce que « tout déplacement du patrimoine culturel soit effectué en utilisant les meilleures techniques internationalement reconnues » ou à « un autre endroit » lorsque la restauration *in situ* est impossible.

Les fouilles des cimetières doivent être effectuées avec soin et par des spécialistes de ce type d'opération, en étroite collaboration avec les spécialistes de la communauté, notamment les imams responsables de ce type de site.

Pour tous les sites reproductibles, le traitement et la gestion à long terme impliquent de s'enquérir des conditions de traitement lors des consultations. Bien que les conditions de destruction ou de déplacement soient le plus souvent des techniques rituelles d'atténuation des risques, la reproduction d'un site peut nécessiter des conditions spécifiques liées à sa qualité. Dans la plupart des cas, ces conditions sont clairement définies par les parties prenantes de la communauté. Elles doivent faire l'objet de consultations à préciser dans la phase de validation d'un traitement avec les communautés concernées.

Enfin, les communautés proposent parfois pour un patrimoine perdu des formes de compensation basées sur la non-équivalence ou le non-remplacement. Il peut s'agir, par exemple, de compenser la destruction d'un site d'initiation par la construction d'une école. Simfer peut, en accord avec toutes les parties prenantes, valider ce type de choix, en veillant à ce que les générations futures ne soient pas lésées et que le choix soit collégial.

4.2 Traitement des sites liés aux génies, aux esprits et aux fétiches

Le traitement des sites liés aux esprits et aux fétiches est un aspect crucial du maintien de l'harmonie au sein des communautés. Ces sites ont une valeur culturelle et spirituelle importante et leur gestion nécessite une attention particulière et le respect des coutumes locales.

Les résidences des esprits (et des fétiches) peuvent être déplacées, puisqu'il s'agit de déplacer un « habitant » ou un objet, sans que cela n'ait d'impact sur la relation avec les communautés.

Le type de traitement des résidences d'esprits sur ces sites est le sacrifice. Les enquêtes ont permis de définir ce mode opératoire local, qui consiste à effectuer un rituel avec le ou les esprits pour s'excuser et demander leur départ. Chaque sacrifice varie et implique des personnes ou des groupes sociaux différents. Les opérations techniques diffèrent également d'un sacrifice à l'autre, y compris l'objet du sacrifice et l'exécutant. Ces éléments doivent être définis au cours du processus de consultation. Cette opération est suffisante pour permettre à Simfer d'effectuer les travaux dans un avenir proche et lointain. Le sacrifice ne complète pas seulement le traitement, mais aussi la gestion à long terme d'un patrimoine.

4.3 Traitement des cimetières

Les cimetières revêtent une grande importance pour les villageois, qui craignent de manquer de respect à leurs ancêtres.

Cela implique une consultation considérable des communautés avant toute action, y compris une définition précise des impacts et une liste exhaustive des propositions de traitement. Les communautés doivent être bien informées des conditions et des contraintes de chaque traitement, et notamment de la manière dont les pratiques peuvent être poursuivies à long terme.

Il existe plusieurs méthodes de traitement basées sur trois principes:

- Conservation et protection du site
- Exhumation et déplacement des restes humains
- Remblayage

L'expérience montre que les membres de la communauté ont des opinions différentes sur le traitement des cimetières. Il y a ceux qui veulent préserver et protéger le site dans sa forme actuelle, d'autres qui optent pour un remblai en béton, et d'autres encore qui choisissent la délocalisation pour éviter tout impact. Dans ce dernier cas, ils fixent des conditions qui peuvent, par exemple, impliquer une simple excavation des ossements pour les réimplanter sur un nouveau site, ou une intervention plus complexe pour éviter d'ouvrir l'espace où reposent les ossements des ancêtres.

Les cimetières constituent le type de patrimoine le plus sensible. Une communication claire sur les impacts et les options d'atténuation, ainsi que l'écoute des préoccupations et des demandes de la communauté, seront particulièrement importantes pour ces types de sites.

Avant de s'engager dans un traitement des cimetières, Simfer consultera les communautés auxquelles appartiennent les cimetières afin de déterminer le traitement acceptable.

4.4 Sites non reproductibles

Pour les sites qui ne peuvent pas être déplacés, des discussions et des négociations rapides sont nécessaires pour confirmer si un site doit être maintenu dans son état actuel ou s'il doit être déplacé.

En ce qui concerne le déplacement du patrimoine culturel non reproductible, la SFI déclare que « la majorité des éléments du patrimoine culturel sont mieux protégés en restant *in situ*, car le déplacement est susceptible d'entraîner des dommages irréparables ou la destruction de ces éléments du patrimoine culturel » (SFI PS8). Cette norme s'applique différemment au patrimoine matériel et immatériel. C'est la dimension immatérielle des sites affectés par les impacts, et de même par la mesure visant à reproduire le site, qui doit être prise en compte.

Les cimetières et les sites historiques sont particulièrement concernés par la non-reproductibilité et le risque de dommages irréparables en cas de déplacement. Simfer identifiera les risques de la relocalisation au cas par cas, avec les communautés, en sachant que toute relocalisation constitue un risque.

Quel que soit le type de site, s'il ne peut être détruit ou reproduit, l'approche consistera à protéger le site des impacts en l'isolant, par exemple à l'aide d'une barrière, puis à définir les conditions souhaitées, telles que la fermeture complète, l'accès de la communauté ou des conditions d'accès spécifiques, etc. Un exemple est le remblayage du site avec du béton. Bien que l'accès soit perdu, le site est préservé.

Ces mesures ont des conséquences sur la dégradation et l'utilisation future du site. Simfer utilisera les meilleures techniques disponibles lors de l'exécution des travaux, et que ces techniques permettent ou non l'accès et l'utilisation, conformément aux conditions définies par tous les propriétaires et utilisateurs.

Avant toute intervention et pendant les phases de consultation des communautés, Simfer cherchera à comprendre les enjeux pour les communautés. Simfer communiquera la mise en œuvre technique résultant des choix de conservation, de clôture ou de remblayage, et expliquera aux communautés les contraintes et les risques encourus.

5 Élaboration et mise en œuvre des procédures de gestion en trois étapes

5.1 Informations générales

Les plans de traitement et de gestion doivent être définis en détail et validés avant leur mise en œuvre. De nombreux acteurs doivent être impliqués dans ces processus et participer de la même manière que Simfer.

Trois phases, présentées sur la figure 5.1, ont été identifiées dans le processus de traitement. Ces phases constituent des points de repère pour l'action de Simfer et permettront d'établir un calendrier de traitement.

Les contenus des phases 1 et 2 sont similaires en termes de méthode : les deux phases consistent en des consultations communautaires. L'objectif de ces consultations est de définir les actions à entreprendre et les acteurs impliqués dans le traitement technique des sites, et de les valider :

- Phase 1: Validation des choix de traitement et définition de tous les aspects techniques avec les villageois, jusqu'à la validation des propositions
- Phase 2: Confirmation et enregistrement des choix de traitement et de gestion sur le plan juridique, permettant à Simfer de faire valider le processus par les autorités locales, au regard des investisseurs et du droit guinéen
- Phase 3: Mise en œuvre du traitement : comme pour les phases 1 et 2, il convient de consulter les communautés

Une fois le traitement terminé, il peut être suivi d'une gestion à court ou à long terme, impliquant d'autres opérations techniques ou un suivi et une évaluation des mesures d'atténuation mises en œuvre.



Figure 5.1

Résumé des 3 phases du processus de traitement du patrimoine culturel

5.2 Phase 1: Validation des choix de traitement par les communautés

5.2.1 Définir clairement les impacts d'un point de vue communautaire

Les discussions concernant les impacts sur les sites patrimoniaux posent plusieurs problèmes:

- Les sites du patrimoine culturel matériel et immatériel étudiés sont soumis à différents types d'impacts
- Dans une perspective multipartite, y compris au niveau communautaire, la compréhension de ces impacts n'est pas toujours axée sur un participant défini et identifiable

Certains impacts peuvent être évalués par Simfer et toutes les parties prenantes, tels que les impacts physiques sur des sites géographiquement identifiables. D'autres impacts sont plus difficiles à observer, notamment les impacts intangibles des pratiques rituelles et des relations avec les ancêtres et les esprits. Les ancêtres et les esprits sont des entités impactées, tout comme la société elle-même, dans la mesure où les relations humaines avec les ancêtres et les esprits font partie de la société (structures politiques, accès aux ressources, etc.).

Un traitement immatériel inadéquat ou mal orchestré comporte des risques et des impacts immatériels, notamment des entités mécontentes ou en colère, des conflits sociaux, etc.

Une bonne compréhension des impacts sur le patrimoine culturel passe par l'échange, l'écoute active, l'implication, la consultation, le temps et les postulats suivants, qui seront adoptés par Simfer:

- Écouter les propositions des communautés, convaincues qu'elles comprennent mieux la nature de leur patrimoine, les impacts et les risques
- Tout mettre en œuvre pour permettre aux communautés d'analyser la situation sur la base de données fiables et précises en ce qui concerne les impacts physiques

La Phase 1 doit donc s'articuler autour d'une définition technique des impacts et des processus d'atténuation ou de traitement et d'une consultation conduisant à un accord sur ces deux aspects techniques.

La liste des acteurs communautaires qui participent au traitement et/ou sont invités à le faire doit être établie au cours de la Phase 1.

5.2.2 Définir les aspects techniques du traitement

Les consultations d'INSUCO avec les villageois sur le traitement des sites sont un premier pas vers d'autres consultations que Simfer poursuivra. En l'absence d'informations précises sur les impacts à ce stade, les propositions d'atténuation avancées par les communautés peuvent encore n'être que des lignes directrices et nécessiter d'être affinées, voire modifiées. Il est important de noter que certaines communautés n'ont pas été en mesure d'exprimer leur point de vue sur un traitement approprié. L'approche doit donc être finalisée en fonction des informations disponibles dans les fiches de site du Répertoire, et des informations dont dispose Simfer sur la conception des bâtiments, etc.

Les communautés doivent être habilitées à prendre des décisions en connaissance de cause sur la nature des impacts et les solutions techniques que Simfer peut offrir. Simfer sera ouverte à différentes méthodes de traitement technique, respectant ainsi les prérogatives de la SFI, et Simfer répondra aux demandes d'explications ou d'observations complémentaires.

Sans connaissance de la nature des impacts et des mesures techniques d'atténuation, les communautés pourraient mal interpréter une situation, faire un choix incorrect et éventuellement contester un traitement validé, ce qui entraînerait des plaintes.

Les communautés doivent mener leurs propres consultations (esprits, ressortissants, enquêtes villageoises, femmes, autres villages ou lignées non-résidentes). Il est donc important de solliciter leur contribution, de programmer ces consultations (notamment en termes de temps) et d'en suivre les résultats.

Plusieurs réunions peuvent être nécessaires pour parvenir à un accord sur le traitement et ses détails techniques. Simfer partagera les informations avec les communautés en temps opportun afin de garantir que le processus d'accord sur le traitement d'un site se déroule dans un délai approprié. Simfer donnera à chaque nouvel élément d'information le temps d'une consultation interne et fixera une date pour une réunion afin d'obtenir les conclusions des communautés.

Simfer utilisera des fiches d'information sur les sites pour consigner les informations relatives aux consultations avec les communautés. L'enregistrement des informations permettra à Simfer de reprendre là où elle s'est arrêtée. La description des informations contenues dans les fiches des sites se trouve au début du répertoire.

L'objectif de la Phase 1 consiste à valider le contenu descriptif d'un traitement. Elle se conclut par la validation d'un traitement de manière consensuelle et traditionnelle, et se déroule en deux temps:

- Étape 1 - Restitution et validation consensuelle des informations dont dispose Simfer. L'objectif est de valider les informations dont dispose Simfer pour chaque site, dans le cadre d'un processus plus large de retour d'informations et de validation par le biais d'un consensus communautaire.
- Étape 2 - Définition de tous les aspects techniques d'un traitement. Ce processus peut être long et nécessiter des échanges intensifs entre Simfer et les communautés. Les aspects les plus importants sont : une description claire du contexte de prise en compte du patrimoine, qui est celui de la Norme 8 de la SFI, des objectifs à court et à long terme et des obligations de chaque partie, y compris la Simfer.

5.2.3 Valider un traitement et ses détails techniques auprès des communautés

Lors de la dernière étape de la Phase 1, toutes les informations sont présentées et validées avec les communautés. A la fin de la restitution, Simfer peut faire usage des noix de cola ¹.

Il est important d'utiliser cet instrument pour les différents échanges et démarches avec les communautés, notamment pour transmettre des informations et valider un contrat. Le don de noix de cola est la première étape recommandée dans la validation des accords concernant le traitement d'un site, et doit être suivie de la signature d'un contrat de traitement avec les autorités administratives légalement reconnues.

Cet acte de la part de Simfer garantirait que l'ensemble de la communauté, y compris les absents et les non-résidents des lignées résidentes maximales, aurait accès à l'information. La noix de cola offerte à cette occasion permet d'enregistrer les paroles prononcées dans les archives de la mémoire locale.

5.2.4 Identifier les parties prenantes et leur rôle dans le traitement

Les trois principaux groupes de parties prenantes sont les suivants : les institutions, les groupes et les individus directement liés à un site par le biais d'une pratique. La liste des acteurs susceptibles d'être mobilisés pour élaborer et

¹ La noix de cola encadre les échanges et crée des témoins contractuels dans la tradition orale et dans de nombreux contextes de discours, d'échanges, de prise de décision ou de contrats en Guinée. La noix de cola est particulièrement mobilisée comme opérateur contractuel dans le cadre de toutes les formes d'alliances entre groupes, ainsi que dans le cadre de prêts ou de dons de terres. En outre, les noix de kola sont utilisées dans de nombreux contextes médicaux et magico-religieux pour établir un échange avec des entités surnaturelles (esprits) ou avec des espèces sauvages, notamment des plantes, lorsqu'elles sont récoltées pour fabriquer un « grigri » ou un « médicament ».

valider un consensus communautaire peut être établie à partir des pouvoirs présentés dans la monographie des villages de l'annuaire.

Dans tous les cas, il est conseillé d'établir la liste des parties prenantes pour chaque traitement et chaque site, en consultation avec les communautés, dès le début de la Phase 1.

Les rôles doivent être clairement définis pour tous les acteurs de la communauté, qu'il s'agisse d'opérateurs spécifiques et irremplaçables (officiants rituels, par exemple) ou d'une participation moins formelle, voire d'une simple présence.

La participation à un traitement peut consister en:

- Une participation collective ou publique (sauf interdiction locale): l'ensemble de la communauté et ses invités assistent à cette étape.
- Une participation de groupe: une ou plusieurs lignées, des femmes, des hommes, des initiés, un groupe de chasseurs, des imams, etc.
- Une participation restreinte ou individuelle: un individu ou un petit groupe d'individus : les gardiens du site et les fonctionnaires, le marabout (sorcier)/le devin, l'ancien ou le chef du village, et les personnes de leur choix.

La participation fait partie du consensus communautaire, et les gens doivent savoir en amont qu'ils seront impliqués et qu'ils participeront afin de donner leur approbation formelle ou informelle.

5.3 Phase 2: Création et validation du cahier des charges

5.3.1 Obtenir un consensus communautaire à valider auprès des autorités administratives locales

La Phase 2 est essentielle pour préparer la mise en œuvre du traitement. Elle conclut avec succès les consultations menées dans la Phase 1 et permet de formaliser le plan d'action. La réussite de toutes les actions de la Phase 3 dépend de la Phase 2.

Les instructions et les étapes sont les suivantes:

- Préciser tout le contenu du plan de traitement et de gestion
 - À la fin de la Phase 1, il est impératif d'informer la communauté que d'autres réunions seront organisées. Il est essentiel de collaborer avec les communautés sur les différentes étapes et d'élaborer un calendrier pour les réunions, les visites techniques (en particulier sur les sites) et les autres activités. Cette phase peut nécessiter des déplacements fréquents des agents Simfer entre le bureau et les villages. Il peut également être demandé de visiter des sites de relocalisation, par exemple avec des communautés et des ingénieurs.
- Création d'un cahier des charges
 - Les réunions de la Phase 2 permettent de discuter de la mise en œuvre précise du traitement, d'établir un cahier des charges et un calendrier précis, et de définir le rôle de chacun. Ce programme est mis en œuvre avec les communautés. À la fin de la Phase 2, toutes les séquences d'action sont définies et planifiées dans un cahier des charges.
- Validation contractuelle
 - La Phase 2 s'achève après la signature d'un accord et la validation d'un cahier des charges avec les autorités administratives. Cette signature entérine contractuellement les consultations et les décisions prises de manière informelle (ou traditionnelle) avec les communautés.

5.3.2 Parties prenantes non communautaires

La Phase 2 implique des parties prenantes extérieures à la communauté. Des partenariats avec les propriétaires fonciers, les représentants de la communauté concernée et les organisations compétentes peuvent être établis afin d'optimiser la valeur et l'efficacité de la gestion du patrimoine culturel. Il est également possible d'impliquer ces groupes sociaux dans la validation, au moins en tant que témoins.

Les autorités locales, y compris celles de la sous-préfecture et de la commune rurale, sont impliquées.

Simfer obtiendra des informations sur l'identité des participants, le jour et le lieu de la cérémonie de traitement du site. Par exemple, les natifs et les ressortissants du village, certaines ou toutes les lignées, des personnes sélectionnées, des villages, des groupes sociaux et des invités assistent au rituel de traitement qui se déroule sur place, un jour de la semaine convenue.

5.3.3 Évaluer la durée du traitement avec la communauté

Avec la reprise des consultations, la confirmation (Phase 1), la validation des actions d'atténuation à mener avec les acteurs d'un cahier des charges (Phase 2) et la mise en œuvre (Phase 3), la durée du traitement doit alors être évaluée en détail avec certitude.

Au cours de la Phase 2, Simfer évaluera définitivement le temps nécessaire à la mise en œuvre du traitement, tant sur le plan technique qu'en termes de mobilisation de la communauté.

Il est conseillé de planifier la durée la plus longue possible, car les communautés prennent souvent plus de temps que prévu pour agir, ou de nouveaux éléments peuvent apparaître.

5.3.4 Remarques, implications et procédures opérationnelles pour la Phase 2

Lorsqu'un site du patrimoine culturel est concerné par les développements du Projet, Simfer consultera la population locale et s'assurera que les communautés prennent les opérations au sérieux et mobilisent toutes les ressources nécessaires.

Simfer encouragera les communautés à développer des traitements et leur fournira les ressources nécessaires, en veillant à ce que le mode opératoire choisi soit approprié et en obtenant la validation de tous les niveaux de la société et des autorités locales, ce qui est essentiel.

Simfer veillera à ce que les bonnes personnes soient impliquées dans tous les aspects du traitement et à ce que toutes les personnes susceptibles d'avoir leur mot à dire soient informées.

Les processus de validation orale et écrite doivent être menés conformément aux procédures opérationnelles présentées ci-dessous concernant le consensus, la validation des décisions, la communication et la transparence.

Une évaluation finale visant à vérifier que les conditions préalables ont été remplies sera nécessaire avant de déployer les équipes de travail. En cas de retard prolongé entre l'achèvement de la Phase 2 et le début de la Phase 3, des visites régulières seront nécessaires pour tenir la communauté informée. Il est conseillé d'approfondir les spécificités de l'intervention technique.

5.4 Phase 3: Mise en œuvre du traitement

5.4.1 Mise en œuvre, suivi et documentation des opérations

La Phase 3 consiste à mettre en œuvre le traitement conformément au cahier des charges élaboré lors de la Phase 2.

Les communautés seront invitées à prendre diverses mesures pour mettre en œuvre les parties du plan de traitement qui les concernent. Simfer suivra de près l'évolution des actions communautaires, car les communautés n'ont pas nécessairement l'habitude de fonctionner selon un calendrier.

Certaines actions pourront nécessiter le soutien de Simfer en termes techniques ou financiers, en fonction de ce qui aura été décidé lors de la Phase 2. À cet égard, Simfer mettra en place un système approprié de gestion de l'aide et des dons en espèces, en accordant une attention particulière à la manière dont l'argent est distribué.

Par la suite, Simfer élaborera un plan de suivi de la progression des actions, qui aboutira à une validation finale une fois le traitement achevé. Il s'agit notamment des conditions suivantes :

- Le plan doit intégrer les communautés sans les forcer à accepter des valeurs qui ne sont pas les leurs. Il est utile de passer par la communauté et de disposer de responsables locaux des différentes actions qui pourront être les interlocuteurs de Simfer.
- Il faut prévoir des réunions avec les communautés pour recueillir leur avis sur le processus, puis à la fin du processus. Le cas échéant, ces réunions peuvent permettre de résoudre des plaintes ou des doléances. Une réunion finale peut être organisée avec les autorités qui se sont impliquées à la fin de la Phase 2.
- La mise en œuvre peut être l'occasion de définir ou de redéfinir la gestion future du site, ce qui est particulièrement vrai pour les cimetières. Une fois la délocalisation effectuée, elle peut conduire à des formes de suivi et d'évaluation dont le contenu ne peut être défini qu'une fois le travail achevé.

5.4.2 Évaluation du traitement et mise en place d'un Comité de surveillance multipartite

Simfer devra évaluer si les sites ont été correctement traités, si toutes les instructions de traitement ont été respectées et suivies, et si des mesures de compensation, d'atténuation et d'amélioration ont été mises en œuvre. La nature du traitement et les instructions opérationnelles qui accompagnent l'organisation du traitement sur chaque site sont les indicateurs sur lesquels la surveillance s'appuiera. Il faudra également vérifier si le consensus qui a présidé à la définition participative des traitements est toujours valable après le traitement (c'est-à-dire s'il y a accord sur la perception des résultats).

Simfer mettra en place un ou plusieurs Comités de surveillance multipartites (CSM) pour la gestion continue des biens du patrimoine culturel. Le CSM comprend des représentants des communautés locales, des autorités locales, des spécialistes du patrimoine, des représentants du service du patrimoine culturel et du personnel Simfer de l'équipe chargée des relations avec les communautés. Ce comité peut être l'institution – validée par Simfer, les communautés et les institutions publiques – qui accompagne Simfer tout au long du processus de gestion du patrimoine culturel. Les membres du CSM bénéficieront d'une formation et d'un renforcement des capacités dispensés par des personnes qualifiées dans l'application de stratégies de gestion participative du patrimoine culturel. Le CSM institutionnalisera un processus de dialogue régulier avec la direction de Simfer, y compris avec la personne responsable des questions de patrimoine culturel, tout au long de la durée du Projet.

5.5 Remarques, implications et procédures opérationnelles générales

5.5.1 L'écoute et la compréhension, combinées à un système de médiation

La prise en compte du patrimoine culturel implique d'établir une relation sérieuse, réfléchie et constructive avec la population locale. Le traitement de ces sites nécessite des dispositions rituelles et sociales déterminées par les communautés, qui échappent au contrôle de Simfer. Cette situation peut entraîner d'éventuelles tensions sociales que Simfer n'est peut-être pas en mesure de détecter.

Simfer abordera les dispositions rituelles et sociale comme des mesures techniques au même titre que n'importe quel autre système technique. Un rituel est une action précise impliquant des personnes spécifiques, des gestes et des mots choisis, et des communautés bien définies. Un rituel concernant un site dans un village a des caractéristiques uniques qui doivent être définies en collaboration avec les communautés et respectées méticuleusement.

D'un point de vue méthodologique, il s'agit pour Simfer de rédiger des documents techniques concernant les mesures demandées par les communautés et celles à mettre en œuvre pour le traitement des sites.

Simfer et ses sous-traitants accorderont une attention particulière à la mise en œuvre du traitement, en commençant par écouter et comprendre les souhaits des communautés. Compte tenu de la difficulté, voire de l'impossibilité, de percevoir les tensions sociales générées par le traitement du site, Simfer veillera à écouter et à comprendre toutes les parties prenantes. Il s'agit d'observer activement la façon dont chaque partie participe et les communautés, et de noter tout signe de recul.

Deux méthodes ou mécanismes seront utilisés. Il s'agit d'une part de mettre en place des formats de consultation et d'échange qui favorisent la compréhension et le consensus au sein de la communauté, et d'autre part de faire appel à des agents communautaires spécialisés et compétents.

5.5.2 Méthodes de consultation

Commencer les consultations immédiatement

Comme le précisent les normes, les consultations doivent avoir lieu à un stade précoce, bien avant l'exécution des travaux. Ces étapes sont les suivantes:

1. Réunion de consultation avec les parties prenantes afin de dresser la liste de leurs besoins en termes d'informations stratégiques leur permettant d'établir un calendrier pour le culte des ancêtres à effectuer avant les travaux (y compris la date, etc.)
2. Une réunion de consultation au cours de laquelle ces informations sont présentées aux parties prenantes, qui, soit lors de la même réunion, soit après des discussions internes, fourniront un calendrier pour la mise en œuvre du culte des ancêtres
3. Validation du calendrier avec toutes les parties concernées

Tenir les communautés et toutes les parties prenantes régulièrement informées

En particulier, les parties prenantes concernées par l'impact sur le patrimoine culturel immatériel doivent avoir les moyens de choisir en connaissance de cause les solutions d'atténuation, jusque dans les moindres détails, et d'informer les clients et leurs exécutants de la mise en œuvre de ces solutions. Par conséquent:

- L'information sera diffusée aux parties prenantes dès que possible, au moins pour faire connaître toutes les consultations à venir. Cette étape sera suivie d'un processus de consultation visant à préparer un calendrier de consultation
- Les consultations seront programmées selon un calendrier qui laisse suffisamment de temps pour des événements imprévus
- Les consultations n'auront pas lieu sans que des informations claires et stables soient fournies aux parties prenantes du patrimoine culturel immatériel, concernant l'avancement des travaux, le calendrier et les lieux concernés

Animation par des médiateurs ou des « experts » qualifiés

Les échanges avec les acteurs du patrimoine culturel immatériel requièrent des connaissances, une expérience et des compétences interpersonnelles spécifiques. Sans cela, le respect des parties prenantes peut être mis à mal, la diplomatie nécessaire aux échanges peut être utilisée à mauvais escient et les situations de tension ou de conflit entre les parties prenantes peuvent s'aggraver.

Il existe, par exemple, des registres de communication avec les membres de la royauté qui impliquent des postures, des mots et un langage précis respectant la hiérarchie et garantissant le respect.

Par conséquent, les responsables des consultations des parties prenantes seront sélectionnés en fonction de ces critères essentiels pour une consultation efficace. Ces responsables doivent posséder une expertise dans les domaines concernés.

Un processus de consultation efficace garantit des résultats ainsi que leur durabilité (c'est-à-dire la non-contestation), grâce à la satisfaction de toutes les parties concernées.

5.5.3 Informer et communiquer

Les négociations avec le public impliquent un processus de retour d'informations. Avant et pendant ces négociations, les villageois ont besoin d'un ensemble de points de référence pour les aider à envisager et à décider de l'avenir de leurs sites. Des demandes d'information de la part des populations touchées sont susceptibles d'apparaître, nécessitant des réponses complètes et rapides de la part de Simfer.

En cas de changement, ou si Simfer n'est pas en mesure de donner des réponses définitives, les communautés seront informées en temps utile que les informations sont susceptibles d'être modifiées. Simfer informera les communautés de l'évolution de la situation et des conséquences qui en découlent. Le travail de renforcement du flux d'informations accompagnera également le processus de préparation des interventions en question.

5.5.4 Durée totale et calendrier des traitements

La durée totale calculée et validée avec les communautés doit inclure le temps de négociation/validation du type de traitement (Phase 1), le temps de discussion de la mise en œuvre du plan en détail, y compris le temps nécessaire à la préparation locale (invitation, achat d'animaux, préparation du site, etc.) (Phase 2) et le moment de l'exécution des sacrifices (Phase 3).

Cette durée est incertaine et peut changer pour plusieurs raisons. Il s'agit de prévoir soigneusement les délais et de donner la priorité aux considérations à long terme. Lors des consultations, il est nécessaire d'évaluer le temps global nécessaire avec les communautés, de décomposer chaque opération, étape, réunion, décision, action, etc.

Il est important d'éviter les décisions prématurées ou de donner aux communautés l'impression que le processus a progressé trop rapidement, car cela peut entraîner des sentiments d'insatisfaction et d'exclusion.

5.5.5 Techniques rituelles: Complexité et traitements

Les rituels, y compris les sacrifices, constituent un ensemble d'actions occultes qui renvoient à différentes techniques et conceptions religieuses et occultes telles que le maraboutisme, qui implique l'allégeance collective et le culte d'un clan ou d'une tribu à un marabout, censé apporter sa bénédiction à la tribu, ainsi que le fétichisme, la sorcellerie, la magie, la divination, etc. Ces rituels sont liés à des réseaux sociotechniques distincts. Il existe de nombreuses différences entre les demandes verbales sur une tombe dans un cimetière où est enterré un ancêtre, les sacrifices aux esprits de la lignée, ou la lecture de chapitres (ou sourates) du Coran comme une prière à Dieu pour calmer les esprits. Il existe également des différences entre deux sacrifices aux esprits, tant au niveau des gestes et des actions que d'un point de vue social.

Les rites sont des séquences plus ou moins longues, plus ou moins riches et plus ou moins complexes. Dans tous les cas, ils intègrent des objets, des lieux, des mots, des groupes humains et des entités de la nature selon des répartitions, des séquences et des fonctions variées et significatives. Ces rites sont complexes et généralement difficiles à comprendre.

Simfer aidera les communautés à planifier leurs rituels. Ces échanges avec communautés auront lieu avec des agents connaissant bien les réalités rituelles et capables de médiation. Ils définiront les gestes rituels, les personnes qui les accompliront, les groupes sociaux qui assisteront aux rites à différentes étapes, les lieux, les biens concernés, etc. Ces informations s'inscrivent dans un cadre chronologique.

5.6 Consensus communautaire: Consultation et validation d'un accord durable

Il est important de souligner l'importance d'une consultation satisfaisante, car elle permet d'obtenir un consensus social sur les décisions prises. Ce consensus social garantit les aspects suivants:

- Respect des normes de la SFI
- Établissement d'une relation de confiance et de respect mutuel entre les populations affectées par le Projet et les mineurs
- Garantie de stabilité et de pérennité des décisions prises par les populations locales, et donc d'absence de plaintes ultérieures

Seul le consensus de tous les acteurs de la communauté peut garantir la durabilité des décisions prises et éviter qu'un groupe social ne remette en cause les décisions ou même les traitements effectués. L'accord verbal entre les acteurs communautaires doit être mis par écrit ultérieurement et validé administrativement.

5.6.1 Que signifie « consensus » dans le contexte des décisions de gestion du patrimoine culturel?

En Guinée et dans les traditions orales, les décisions sont construites et consolidées sur le principe de la participation et de l'information. Cependant, la participation et l'information ne garantissent pas toujours la viabilité à long terme d'une décision, étant donné les dynamiques de pouvoir persistantes entre les sous-groupes sociaux.

Ces dynamiques de pouvoir ne doivent pas être prises en compte directement par Simfer, car son rôle ne consiste pas à intervenir et équilibrer ces relations. Toutefois, ces dissymétries de pouvoir qui influencent le discours et la prise de décision doivent être prises en compte.

La seule façon d'assurer des échanges constructifs, d'établir un accord durable, est d'impliquer les parties prenantes, de maintenir la transparence (tout en respectant les coutumes locales et les obligations de discrétion) et de donner aux individus suffisamment de temps pour exprimer leur point de vue en dehors des sessions de consultation publique.

5.6.2 Construire un « consensus »: Communication, temps, médiation

Simfer ne pouvant pénétrer dans les sphères privées ou secrètes, la communication sera l'un des éléments clés du consensus. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que toutes les personnes soient informées en détail et sur un pied d'égalité. Un consensus solide et durable est celui qui implique un large panel de parties prenantes bien choisies.

En cas de déséquilibre des pouvoirs remettant en cause la capacité des individus à s'exprimer dans les forums publics, d'autres moyens seront recherchés pour permettre aux groupes ou aux individus dont la voix est plus faible de faire connaître leur point de vue.

Ces moyens peuvent être plus ou moins accessibles, selon la communauté, le groupe territorial, le parent ou le village concerné. En tant qu'alliés de la communication, des agents ayant une expertise en médiation culturelle et une connaissance des sociétés guinéennes prendront en charge les consultations. Ces spécialistes sont à même d'identifier des individus ou des groupes qui se taisent ou ne s'expriment pas pleinement. Les agents seront bien avisés de les rencontrer en dehors des forums de consultation publique.

Réussir à s'exprimer en dehors du cadre public peut demander du temps. Le temps est crucial, car il permet à tous les individus d'exprimer leurs opinions dans des sociétés où certains groupes sociaux peuvent être empêchés de s'exprimer publiquement.

6 Suivi et évaluation

Les sites du patrimoine culturel et du patrimoine culturel immatériel avec une gestion à long terme sont rares. La grande majorité des sites sont traités définitivement, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une prise en charge ultérieure. Toutefois, les sites les plus sensibles, tels que les cimetières, font l'objet de demandes de protection et d'accès. Dans ce cas, un suivi à long terme de cet aspect spécifique est essentiel.

Ce suivi implique le CSM telle qu'il a été mis en place lors de l'évaluation du traitement (voir Phase 3, Section 0).

Des enquêtes sur les pratiques patrimoniales du site et la satisfaction à l'égard du traitement seront menées un an après le traitement, puis tous les trois ans, si nécessaire, jusqu'à la fermeture de la mine. Simfer conclura des accords avec les communautés pour valider, site par site, le moment où la surveillance continue n'est plus nécessaire pour un site.

Les indicateurs couvrent à la fois le patrimoine matériel et immatériel, leur traitement, la poursuite des pratiques et les aspects de l'organisation sociale et valeurs culturelles associées à ce patrimoine. Ces indicateurs seront développés en collaboration avec les communautés.

Tableau 6.1 Indicateurs clés de performance, objectif, et mesures de surveillance

Indicateurs clés de performance / métrique	Objectif	Mesure de surveillance
PGPC-01 Perturbation de sites patrimoniaux connus ou identifiables	Aucune perturbation résultant de la construction ou de l'exploitation du Projet	<ul style="list-style-type: none"> • Permis de perturbation des terres approuvés • Signalements des perturbations
PGPC-02 Nombre de plaintes des communautés locales en rapport avec le patrimoine culturel	≤ 5 par an	<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers déposés dans le cadre du mécanisme de règlement des doléances • Procès-verbaux des réunions d'implication des parties prenantes
PGPC-03 Rapports sur les découvertes fortuites	Signalées immédiatement conformément à la procédure relative aux découvertes fortuites	<ul style="list-style-type: none"> • Documents / rapports sur la procédure relative aux découvertes fortuites

6.1 Suivi post-traitement pour les sites protégés du patrimoine culturel

Le suivi des interventions vise à évaluer les résultats obtenus par le Projet par rapport aux objectifs de gestion des sites du patrimoine culturel, tels que validés dans le cahier des charges. Il a pour but de vérifier si les objectifs prédéfinis et les instructions relatives à la gestion de l'impact ont été respectés.

Il est mis en œuvre pour les sites protégés ou relocalisés, et non pour les sites dont la gestion a fait l'objet d'un prétraitement. Pour les sites sauvegardés, l'objectif est de réaliser un suivi équivalent à celui qui est réalisé après traitement.

Ce suivi sera programmé en fonction des villages en fonction de l'achèvement des traitements et du niveau de mise en œuvre des mesures d'atténuation qui les accompagnent.

Idéalement, le personnel de Simfer qui a été impliqué dans la réalisation des traitements participera à la mission, et les parties prenantes identifiées dans les fiches des sites devraient également valider les résultats du suivi-évaluation.

Si le suivi révèle un problème concernant le site du patrimoine culturel protégé ou déplacé, l'équipe communautaire de Simfer organisera des consultations avec la communauté pour résoudre le problème.

Points d'analyse thématique et indicateurs

Les affirmations suivantes, sous forme de questions à réponse positive ou négative, seront évaluées et commentées au cours du contrôle:

- Le traitement du site a-t-il été achevé ?
 - Si ce n'est pas le cas, pourquoi le traitement n'est-il pas effectué/complété? Identifier les causes et les impacts potentiels.
- Les instructions de traitement figurant sur la fiche de traitement ont-elles été suivies?
 - Si ce n'est pas le cas, identifier les causes, les risques et, les impacts et proposer des solutions.
- Les parties prenantes s'accordent-elles sur la qualité du résultat du traitement?
 - Si ce n'est pas le cas, expliquer les différentes options, identifier les d'éventuelles contradictions, proposer une approche de médiation, faire une analyse objective de l'état de réalisation des objectifs, faire des propositions de finalisation dans un cadre le plus proche possible de celui des fiches de traitement.
- L'opinion publique locale est-elle favorable et approuve-t-elle les résultats obtenus?
 - Si ce n'est pas le cas, identifier les causes, les risques et, les impacts et proposer des solutions.
- Le traitement du site pose-t-il un problème social ou culturel pour les parties-prenantes impliquées?
 - Dans l'affirmative, définir le problème, les risques et les impacts et proposer des solutions.

En fonction du site et de la configuration des parties prenantes, Simfer peut adapter ces thèmes au fur et à mesure que le service communautaire définit et affine des thèmes supplémentaires. Les thèmes et indicateurs de suivi sont alignés sur les détails de la fiche de traitement en amont, qui est le document contenant les informations les plus complètes sur les éléments de traitement.

Ces thèmes concernent également tous les autres aspects de la gestion du site (y compris, mais sans s'y limiter, le traitement), à savoir:

- La protection/conservation du patrimoine culturel matériel et immatériel
- L'accessibilité du site
- La capacité à mener des actions en faveur du patrimoine culturel immatériel
- Associé au site
- L'utilisation du site ou du site répliqué
- Le cas échéant, les aspects de valorisation culturelle

6.2 Suivi social et culturel

Un deuxième niveau de suivi est essentiel pour saisir les dynamiques socioculturelles à long terme, qu'elles soient ou non impliquées dans le Projet. L'objectif est d'obtenir une analyse des changements socioculturels qui permette d'interpréter les changements dans le patrimoine culturel.

Ce protocole de suivi ne se concentre pas sur les actions techniques spécifiques impliquées dans le traitement du site, mais est ouvert à toutes les tendances sociales, économiques et culturelles qui composent une communauté. Des indicateurs quantitatifs et qualitatifs peuvent aider à identifier les impacts secondaires et cumulatifs. Ceux-ci sont difficiles à prévoir et tendent à émerger à la suite de situations complexes. Ces indicateurs, en comparant leurs valeurs aux valeurs rapportées pour la situation de référence (T0).

Le suivi social est basé sur un guide d'enquête et un nombre limité d'indicateurs définis par le service communautaire de Simfer. Ce processus d'élaboration d'indicateurs et de collecte de données empiriques doit, dans la mesure du possible, impliquer les parties prenantes locales.

Les changements de mode de vie et les schémas migratoires induits par le contexte minier influencent et continueront d'influencer les pratiques communautaires sur ces sites. La population autochtone peut devenir minoritaire et un site qui était autrefois utilisé pour des sacrifices pour le bien-être du village peut voir sa fréquentation diminuer. La préservation des sites et du patrimoine immatériel, sous prétexte de préservation du patrimoine, ne peut être un objectif à atteindre. Le patrimoine vivant fait référence aux pratiques et aux valeurs qui évoluent avec le temps. Les préserver, c'est faire en sorte que les communautés puissent poursuivre leurs pratiques, si elles le souhaitent. Les systèmes de suivi et d'évaluation de la conservation du patrimoine culturel tiendront compte de la liberté des communautés de décider de la continuité de leurs pratiques.

La protection permet de maintenir les pratiques. Toutefois, elle ne doit pas encourager de telles pratiques si elles ne sont plus souhaitées par la population locale ou si elles ne correspondent pas à une éthique approuvée par Simfer.

Points d'analyse thématique et indicateurs

- Composition de l'identité locale (groupe ethnique, groupes constitués, etc.)
 - Y a-t-il eu des changements dans l'organisation des identités villageoises de voisinage et dans la hiérarchie entre les lignées?
 - Les relations du village avec les autres localités de la région ont-elles évolué?
 - Le nombre (la proportion) d'allochtones installés dans la zone depuis l'intervention des mineurs et leur position (rôles, fonctions) dans la localité.
- Questions liées au site
 - Les fonctionnalités des sites traités sont-elles renouvelées, transférées vers un autre site ou non?
 - La fonctionnalité des sites (impactés ou non) pose-t-elle des problèmes, et si oui, lesquels?
 - Les sites sont-ils gérés par les mêmes personnes?
 - Rituels sur des sites non impactés?
- Qualité de la compréhension sociale
 - Des conflits entre groupes sociaux apparaissent-ils ou non ? Préciser la nature des conflits, les protagonistes, les conséquences formulées et/ou visibles des conflits.
 - Procédures de résolution/négociation (arènes) initiées ou non par des notables.
 - Niveau de collaboration, d'association et de convivialité entre les différentes composantes sociales et culturelles du village.
- Organisation et exercice du pouvoir
 - La lignée du fondateur occupe-t-elle toujours la même position d'autorité (en particulier, pour enregistrer les patronymes des positions de pouvoir au sein du village)?
 - De nouvelles figures de pouvoir exercent-elles une autorité et dans quels domaines (religieux, politique, associatif, etc.)?

Le patrimoine culturel, en particulier le patrimoine culturel immatériel, existe dans les conditions socioculturelles spécifiques des communautés. Outre le traitement du site, l'ampleur et la durée du Projet transformeront la société et les communautés sur une zone et une période étendue.

Les communautés propriétaires des sites sont celles qui connaîtront le plus de changements socioculturels directs. Le suivi social et culturel prend note de ces changements au fil du temps et, sur la base des données recueillies sur les sites du patrimoine culturel et des monographies de villages, propose de suivre les changements sociaux dans les communautés touchées.

En fonction du site et des situations décrites dans les monographies villageoises, qui impliquent diverses configurations de parties prenantes, Simfer peut ajuster ces thèmes tandis que le service communautaire en définit et en précise d'autres. Les thèmes et indicateurs de suivi doivent être définis en se basant sur le contenu de la fiche de traitement préalable, qui est le document contenant les éléments les plus détaillés du traitement, ainsi que des monographies de village et des fiches de site.

Ces thèmes concernent également tous les autres aspects du patrimoine culturel conformément à la norme de performance 8. Ils concernent les modes de vie et les expressions des sociétés ou des communautés à la périphérie de la zone minière, ainsi que les formes uniques d'impact à définir et à étudier en associant des parties prenantes spécifiques:

- Les traditions orales : histoires, contes, etc.
- Arts, artisanat, etc.
- Connaissances et compétences en lien avec la nature, etc.

Un aspect spécifique non couvert par le présent PGPC concerne tous les projets, programmes et actions mis en œuvre par Simfer ou en partenariat avec Simfer dans le cadre de la compensation des impacts sur le patrimoine culturel, ainsi que les actions de valorisation culturelle.

6.3 Formation interne et développement des compétences

Les agents chargés des relations avec les communautés doivent connaître ces communautés et avoir une certaine expertise en matière de patrimoine, ce qui leur permet de mettre en œuvre et de suivre le PGSC jusqu'à la fermeture de la mine.

Ces experts en patrimoine culturel de l'équipe de Performance sociale et communautaire de Simfer organiseront des programmes de formation à l'intention des différents services internes de l'entreprise et de tous les entrepreneurs. La sensibilisation au patrimoine culturel doit être encouragée au sein de Simfer et de ses sous-traitants, au même titre que d'autres réalités socioculturelles. Ces formations seront à la fois générales et spécialisées pour certains postes et entrepreneurs qui, de par leurs activités, ont besoin d'approfondir certains aspects.

L'objectif de ces formations est d'encadrer le travail des entrepreneurs impliqués dans le traitement ou, ultérieurement, dans des zones patrimoniales, afin d'éviter de s'exposer au risque d'actions négatives et d'irrespect du patrimoine.

7 Découvertes fortuites de sites du patrimoine culturel

Lorsqu'il s'agit du patrimoine culturel, des découvertes fortuites peuvent se produire. Malgré l'inventaire des sites, les chances d'une découverte patrimoniale pendant les phases de construction de la mine et du chemin de fer sont rares mais possibles.

L'enquête suit une procédure standard. Étant donné que les travaux sont en cours, le processus est accéléré. L'objectif n'est pas de simplifier l'étude du site, mais de lui donner la priorité sur d'autres actions, afin qu'elle soit menée à bien rapidement.

Simfer veillera à ce que les opérateurs sur le terrain soient formés aux procédures appropriées. L'approche appropriée à l'égard de la communauté est la suivante : reconnaître l'ignorance de la présence d'un site, s'excuser et cesser immédiatement tous les travaux.

Si un travailleur ou un entrepreneur de Simfer découvre, par exemple, un cimetière et des ossements, la procédure est la même. Les travaux sont suspendus, une réunion est organisée avec la communauté et celle-ci est invitée à évaluer la situation sur le site.

L'équipe de Simfer chargée des performances sociales et communautaires, au sein de la section Relations communautaires, organisera dans le village une réunion au cours de laquelle la procédure d'enquête débutera. L'étape suivante consistera à effectuer des enquêtes complémentaires et à décider d'un traitement.

Simfer fera appel à des personnes compétentes pour identifier la nature du patrimoine avec les communautés. Un rapport final sera établi une fois que le traitement requis aura été effectué.

Les activités ne pourront reprendre qu'après que les autorités locales aient été informées, consultées et aient donné leur accord. En termes de procédures internes, Simfer mettra en place une bonne circulation de l'information en interne, en tenant tout le monde informé de la découverte et des étapes suivantes (enquête, décision de traitement, etc.).

L'Annexe 3, Procédure relative aux découvertes fortuites, détaille la procédure à suivre en cas de découverte fortuite d'un site et l'Annexe 4, Procédure relative aux découvertes fortuites concernant le patrimoine culturel, explique comment signaler une découverte fortuite d'un site du patrimoine culturel.

8 Amélioration continue

Le PGSC actuel devra être révisé et mis à jour pour se conformer aux méthodes de gestion du patrimoine culturel et aux obligations prescrites par les normes (PS8 de la SFI).

La section suivante présente des suggestions à inclure dans les programmes de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel, en réponse aux impacts que le Projet aura sur les sociétés à sa périphérie et donc sur la culture sociétale.

8.1 Qualification des sites en fonction de leur intérêt patrimonial

Les titres des fiches de site indiquent le degré d'importance de chaque site. Cette évaluation est basée sur des informations locales et suit une approche site par site dans le contexte des risques de destruction à court terme. Cependant, il est essentiel de tenir compte de l'intérêt patrimonial des sites, qui peut ne pas correspondre directement à l'évaluation indiquée par le degré d'importance. En fait, presque tous les sites du patrimoine culturel, qu'il s'agisse de sites rituels ou de cimetières, présentent un intérêt patrimonial local. Elles font partie de pratiques culturelles et de coutumes qui ne dépassent pas l'échelle des communautés locales. Seuls quelques sites dépassent cette échelle, mais leur intérêt pour les communautés au-delà du niveau local reste très anecdotique. En bref, les communautés considèrent que la valeur est principalement basée sur l'utilisation, l'utilisation de la nature et des ressources, y compris les dimensions sociales, politiques et historiques, même dans le cas de manifestations artistiques. Par conséquent, elles sont souvent très éloignées d'un concept d'intérêt culturel ou de valeur patrimoniale tel que défini par les normes et les institutions nationales. En Guinée, en l'absence d'acteurs valorisant spécifiquement un site pour sa dimension culturelle, la valeur culturelle de ce site et des pratiques animistes associées présente un intérêt culturel car il s'inscrit dans le champ d'une histoire et d'une culture régionale significative pour les peuples malinké et mandingue, voire pour la Guinée dans son ensemble. Il s'agit d'étendre la réalité des pratiques animistes dans le temps et dans l'espace, une approche que les communautés n'adoptent pas.

La norme de performance 8 de la SFI exige l'évaluation de l'importance patrimoniale du patrimoine culturel identifié. Il s'agit notamment des valeurs culturelles de nature scientifique, sociale, spirituelle, religieuse, historique, architecturale ou esthétique. Un degré d'intérêt peut être ajouté à ces catégorisations en adoptant des échelles de temps et de territoire plus larges, et en considérant les sites d'un territoire dans leur ensemble, ainsi qu'en prenant en compte une temporalité suffisamment longue pour s'inscrire dans des changements sociaux permettant d'établir un degré d'intérêt du point de vue de la conservation du patrimoine. Cette qualification est basée sur une expertise qui intègre des critères autres que l'usage communautaire. Le rôle de l'expertise est d'évaluer l'intérêt régional d'un site, ou son intérêt national, par exemple lorsqu'il s'inscrit dans un processus de peuplement et de territorialisation historique, lorsqu'il présente un intérêt scientifique national, ou lorsqu'il intègre une alliance politique entre plusieurs groupes locaux, ou encore le contenu d'un savoir traditionnel ou artistique associé à un groupe de personnes.

L'inventaire des sites réalisé permet non seulement d'aborder leur gestion à court terme dans le cadre des impacts de la construction de la mine, selon une approche site par site, mais aussi de qualifier l'intérêt patrimonial de la région concernée par le Projet. Une deuxième approche du patrimoine, qui considère les sites collectivement et les relie à des données historiques, sociologiques, culturelles et politiques, devrait permettre de qualifier le patrimoine animiste, religieux et rituel de la zone d'étude. Cette qualification, corrélée à une évaluation des changements sociaux induits par l'activité de Simfer sur le long terme, devrait conduire à une prise en compte complémentaire du patrimoine culturel par Simfer. Il s'agit de réaliser des études sur des thèmes spécifiques et de mettre en œuvre un plan de gestion, en liaison directe avec les institutions publiques concernées par le patrimoine culturel, en proposant un éventail d'actions allant de la collecte de données sur le terrain à diverses formes de valorisation et de conservation.

8.2 Intégration des études du patrimoine culturel aux études archéologiques

Au fil de diverses études, Simfer a comparé des données sur le patrimoine culturel, ethnologique et archéologique. Ces approches sont complémentaires, car les observations faites en Guinée indiquent que les sites archéologiques sont souvent des lieux historiques connus des communautés. Ces derniers, par exemple, se sont réfugiés dans des grottes lors de périodes de violence historique, de chasse à l'homme à la suite de la traite des esclaves, etc.

À l'inverse, les sites du patrimoine culturel ethnologique sont des lieux anciens, remarquables par leurs espaces ou objets de nature, mais aussi présentant des ressources, dont l'eau, que les populations ont toujours recherchées et utilisées pour des activités intéressant l'archéologie, comme l'extraction du minerai de fer, certaines qualités de sol, etc. Ces sites présentent un intérêt particulier pour les archéologues.

Il existe un nombre croissant d'études archéologiques basées sur des enquêtes ethnographiques visant à comprendre la conception des communautés sur les vestiges archéologiques, afin d'évaluer l'implication de ces communautés dans la connaissance et la gestion future de ces sites.

8.3 Poursuivre les études sur le patrimoine culturel archéologique

L'objectif ultime de l'archéologie préventive est de proposer l'intervention la plus appropriée aux entreprises qui effectuent des travaux dans la région, afin de sauvegarder le patrimoine archéologique et culturel tout en préservant les intérêts de l'entreprise elle-même. L'objectif est donc de minimiser les risques archéologiques pendant la phase d'exécution et de veiller à ce que les preuves historiques et archéologiques soient utilisées de manière efficace, afin de garantir des avantages tangibles pour la région et ses habitants.

La classification proposée pour les sites identifiés dans la zone d'étude est basée sur 4 valeurs: (E) élevée, (M) modérée, (F) faible, (N) négligeable.

Dans la zone de la mine et de l'embranchement ferroviaire, plusieurs découvertes ont été faites, suivant la classification ci-dessus (voir l'annexe 13b de l'ESIA 2024):

- Les sites définis comme sites importants (Siatouro et Farakounko) représentent une découverte importante pour la Guinée, car à ce jour ils ont fourni des indices de sites paléolithiques trouvés dans le pays, et en particulier le site stratifié de Siatouro (unique). Leur valeur est donc (E) élevée.
- Le tumulus découvert sur l'une des infrastructures de l'embranchement ferroviaire représente une découverte importante. Il existe peu de témoignages sur les tumuli, et encore moins en Guinée.
- Le tesson de céramique découvert pour la deuxième fois dans la grotte offre une opportunité pour de futures études sur la céramique guinéenne, car cette technique et ce décor sont actuellement utilisés chez les peuples Mandé, comme les Soninké (Sarakollé) et les Bambaras du centre du Mali. À l'heure actuelle, les connaissances sur l'étendue historique et la répartition géographique de cette poterie sont limitées. Pour ces raisons, la grotte de KankōFè abawo est classée dans la catégorie modérée (M).
- La valeur de l'ancien village de Tièkoro est (M) modérée. Bien que son état de conservation soit vraiment médiocre, il est vivement recommandé de procéder à une étude pendant la saison sèche et de collecter des objets domestiques tels que des meules. Cette collection fournirait des informations sur l'importance des vieux objets du quotidien dans la reconstitution des modes de vie passés.
- En ce qui concerne les sites de type four, tous les fours de la région de Kandiounkoro ont une valeur modérée (M), avec un potentiel scientifique élevé. Pour les deux vestiges de four détruits soit par l'érosion naturelle au fil du temps (Siakiko), soit par les bulldozers (Siatouro), leur valeur est (N) négligeable.

- Les sites détruits lors de la construction de routes et de forages ont inévitablement une valeur négligeable (N) aujourd'hui. Leur état ne justifie certainement pas une étude plus approfondie, bien que, si le temps le permet, une collection d'artefacts de surface soit fortement recommandée.
- Inversement, pour les découvertes fortuites, bien que de faible valeur (F), si le temps le permet, une étude complémentaire pendant la saison sèche est recommandée dans la région de Kandioukoro.

Parmi ces sites, quelques-uns représentent les indices les mieux conservés pour la Guinée, et un fort potentiel de datation après une campagne de fouilles archéologiques. Pour ces raisons, toutes les zones qui n'ont pas été entièrement explorées devront faire l'objet d'une étude archéologique, impérativement pendant la saison sèche et avant toute action de développement.

Les actions à entreprendre sont résumées ci-dessous dans le tableau 8.1.

Tableau 8.1 Classification des sites identifiés en fonction de leur importance

Site	Classement (Importance)	Action à entreprendre
Siatouro	Élevée	Excavations supplémentaires à programmer.
Farakounko	Élevée	Protéger ce site, phase d'étude à programmer.
Tumulus (PB F19)	Élevée	Protéger le tumulus et la zone du haut de la colline jusqu'à ce qu'une enquête plus approfondie soit menée.
Site de fonderie de fer (route de l'aéroport)	Élevée	Protéger ce site jusqu'à ce que la phase d'excavation soit planifiée.
Grotte de KanköFè Kabawo	Modérée	Protéger ce site jusqu'à ce qu'une nouvelle étude soit réalisée avec davantage de sondes.
Condela	Modérée	Plus de sondages pour collecter du matériel archéologique.
Bowal du Pic de fon	Modérée	
Bowal de Fomatome	Modérée	Aucun site n'a été trouvé avec une densité suffisante d'artefacts pour justifier une étude plus approfondie.
Bowal de Fomatome	Modérée	Aucun site n'a été trouvé avec une densité suffisante d'artefacts pour justifier une étude plus approfondie.
Bowal de Foma	Modérée	Aucun site n'a été trouvé avec une densité suffisante d'artefacts pour justifier une étude plus approfondie.
Bowal de Farakoundo	Modérée	Aucun site n'a été trouvé avec une densité suffisante d'artefacts pour justifier une étude plus approfondie.
Ancien village de Tièkoro	Modérée	Poursuivre l'étude sur place pendant la saison sèche.
Fours dans la région de Kandioukoro	Modérée	Poursuivre l'étude sur place pendant la saison sèche.
Points de découverte sur l'embranchement ferroviaire (27) et la route de l'aéroport (7)	Faible	Possibilité de découvertes fortuites, attention requise.
Zone de Kandioukoro – découvertes fortuites	Faible	Si possible, continuer l'étude sur place pendant la saison sèche.
Poêles de Siakiko et Siatouro	Négligeable	Aucune action n'est requise.
Sites détruits	Négligeable	Aucune action n'est requise.

Les recommandations sur les découvertes faites dans d'autres zones sont détaillées dans les rapports associés.

8.3.1 Entreprendre des fouilles sur les principaux sites archéologiques découverts

Des fouilles peuvent être proposées sur des sites spécifiques présentant une valeur archéologique significative. La fouille consiste à effectuer un relevé topographique pour situer le site en question dans son contexte, à mettre en place un système de marquage 3D sur le site et à nettoyer la surface, tout en collectant les artefacts de surface afin d'accéder aux niveaux inférieurs et en extraire ainsi le matériel archéologique.

8.3.2 Recherches complémentaires sur le débitage stratigraphique

Le site paléolithique stratigraphiquement contextuel découvert lors de la mission (voir Annexe 13b de l'Étude d'impact environnemental et social (EIES) 2024) nécessite des recherches supplémentaires, car ces sites sont pratiquement inconnus en Guinée. Une mission complémentaire d'archéologie préventive consisterait à réaliser un premier sondage carré de 1 × 1 m (ou plus), dont la profondeur serait déterminée en fonction de l'épaisseur et de la stabilité des sédiments présents. Ce processus sera rapide et concentré sur la zone du site. Il servira à déterminer si du matériel archéologique est encore présent à la surface et son contexte stratigraphique. Dans ce cas, plusieurs mètres carrés d'excavation seront nécessaires. Si le sédiment est plus épais que 50 cm de la surface, il faut procéder à une datation par OSL (Optically Stimulated Luminescence).² Si des carbones sont présents (charbon de bois, os), une datation au C14 peut être effectuée. En tout état de cause, compte tenu de la conservation exceptionnelle du matériel archéologique, il sera nécessaire de collecter tous les objets présents sur l'ensemble de l'extension du site, afin de permettre une étude approfondie avant le dépôt officiel au Musée national de Conakry ou dans une autre structure en Guinée.

8.3.3 Supervision des travaux par un archéologue

Étant donné que les zones densément boisées sont susceptibles de contenir des sites non visibles en surface, la solution idéale pour éviter la destruction de sites non visibles ou partiellement visibles (tels que les fours) est la présence constante d'un archéologue pour superviser les travaux pendant leur exécution et, dans une certaine mesure, sensibiliser les travailleurs à la présence de matériel archéologique au moins reconnaissable.

²La luminescence stimulée optiquement (OSL, pour Optically Stimulated Luminescence) est basée sur la structure cristalline du quartz et des feldspaths. Ceux-ci présentent des défauts dans leur structure cristalline, dont certains peuvent agir comme des pièges à électrons. Sous l'effet de la radioactivité naturelle, les électrons sont excités et, au lieu de retourner à leur couche d'origine, ils sont piégés dans ces défauts. Le nombre d'électrons piégés peut être déterminé en calculant la radioactivité (dose annuelle) de l'objet étudié et de son environnement, ainsi que le nombre total d'électrons piégés par stimulation optique (OSL) ou par chauffage (TL) de grains minéraux extraits d'un échantillon.

9 Calendrier et coût de la mise en œuvre

Le calendrier et le coût de la mise en œuvre figurent à l'Annexe 4 du PGES.

10 Références

Rio Tinto Simfer, 2024. Étude d'impact environnemental et social - Projet Simandou de Rio Tinto - Composantes mine et embranchement ferroviaire. Rév. 1, avril. Préparée par Knight Piésold Ltd. et AMERI SARL.

Société financière internationale (SFI), 2012. *Norme de performance 8 : Patrimoine culturel*.

ANNEXE 1

Analyse de la norme de performance 8 de la SFI relative au patrimoine culturel

ANNEXE 1

ANALYSE DE LA NORME DE PERFORMANCE 8 DE LA SFI RELATIVE AU PATRIMOINE CULTUREL

Type de patrimoine culturel	Patrimoine culturel (PCA et PCV)	Patrimoine culturel reproductible	Patrimoine culturel non reproductible	Patrimoine culturel essentiel	Patrimoine fortuit
Définition du Patrimoine	NO1. "Aux fins de la présente Norme de performance, on entend par patrimoine culturel (i) les formes matérielles de patrimoine culturel, notamment les objets matériels, meubles ou immeubles, biens, sites, structures ou groupes de structures présentant une valeur archéologique (préhistorique), paléontologique, historique, culturelle, artistique et religieuse ; (ii) les caractéristiques naturelles uniques ou les objets matériels qui incarnent des valeurs culturelles, tels que les boisés, les rochers, les lacs et les chutes d'eau sacrés ; et (iii) certains cas de formes culturelles immatérielles qui sont proposées pour servir à des fins commerciales, telles que les savoirs culturels, les innovations et les pratiques des communautés incarnant des modes de vie traditionnels".	NO19. (note 3). "Le patrimoine culturel reproductible se définit comme des formes matérielles de patrimoine culturel qui peuvent être déplacées à un autre endroit ou qui peuvent être remplacées par une structure similaire ou des caractéristiques naturelles auxquelles les valeurs culturelles peuvent être transférées par des mesures appropriées. Des sites archéologiques ou historiques peuvent être considérés reproductibles si les époques et les valeurs culturelles qu'ils représentent sont bien représentées par d'autres sites et/ou structures".	NO21. (note 5). "Le patrimoine culturel non reproductible se définit comme des formes matérielles de patrimoine culturel qui ne peuvent pas être déplacées à un autre endroit ou qui ne peuvent pas être remplacées par une structure similaire. Le patrimoine culturel non reproductible peut également concerner les conditions sociales, économiques, culturelles, environnementales et climatiques des peuples anciens, leurs écologies en évolution, leurs stratégies d'adaptation et les premières formes de gestion environnementale, lorsque (i) le patrimoine culturel est unique ou relativement unique à la période qu'il représente,	NO23. (13). "Le patrimoine culturel essentiel comprend l'un ou les deux types de patrimoine culturel suivants : (i) le patrimoine culturel reconnu au plan international des communautés qui utilisent ou qui ont, de mémoire d'homme, utilisé de longue date ce patrimoine à des fins culturelles ; et (ii) les zones de patrimoine culturel protégées au plan légal, notamment celles que les gouvernements hôtes proposent de classer comme telles". NO24. "lorsqu'un patrimoine culturel internationalement reconnu est essentiel pour une population qui continue à l'utiliser de longue date à des fins culturelles, ce patrimoine peut être considéré comme essentiel, même s'il n'est pas protégé par la loi. Pour être considéré comme essentiel, le patrimoine culturel doit être internationalement reconnu	NO14 (note 1) " Patrimoine culturel matériel trouvé de manière inattendue à la phase de construction ou d'exploitation du projet".

Type de patrimoine culturel	Patrimoine culturel (PCA et PCV)	Patrimoine culturel reproductible	Patrimoine culturel non reproductible	Patrimoine culturel essentiel	Patrimoine fortuit
			ou (ii) le patrimoine culturel joue un rôle unique ou relativement unique en tant que liaison entre plusieurs périodes sur le même site".	préalablement à la proposition de projet".	
Normes concernant les mesures d'atténuation des impacts sur le patrimoine culturel	<p>NO1. "Les objectifs de la Norme de performance 8 sont de préserver et de protéger le patrimoine culturel en évitant, en réduisant, en restaurant, si possible, et dans certains cas en indemnisant les impacts négatifs potentiels des projets sur le patrimoine culturel".</p> <p>NO4. "La phase d'examen du processus de d'identification des risques et des impacts devra déterminer l'importance et la complexité des risques et des impacts potentiels sur le patrimoine culturel dans la zone d'influence du projet (voir le paragraphe 8 de la Norme de performance 1). Lorsque la phase d'évaluation indique l'existence potentielle d'impacts négatifs, une analyse plus approfondie sera nécessaire pour déterminer la nature et l'ampleur de ces impacts et des mesures d'atténuation proposées".</p> <p>NO13. "Le paragraphe 19 de la Norme de performance 1 stipule que « le processus d'identification des risques et des impacts consistera en une préparation, par des professionnels compétents, d'une</p>	<p>NO 19. "Lorsque le client a rencontré un patrimoine culturel matériel qui est reproductible et non essentiel, le client applique des mesures d'atténuation qui permettent d'éviter les impacts. S'il n'est pas possible d'éviter les impacts, le client devra appliquer la hiérarchie des mesures d'atténuation comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Limiter les impacts négatifs et appliquer les mesures de restauration, in situ, qui garantissent le maintien de la valeur et de la fonctionnalité du patrimoine culturel, consistant notamment à maintenir ou restaurer tous les processus écosystémiques nécessaires pour l'appuyer ; 2. S'il n'est pas possible de réaliser la restauration in situ, rétablir la fonctionnalité du patrimoine culturel, à un endroit différent, notamment en mettant en place les processus écosystémiques nécessaires pour l'appuyer ; 	<p>NO21. "Le client ne déplacera aucun élément de patrimoine culturel non reproductible, à moins que toutes les conditions suivantes ne soient remplies</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il n'existe pas d'alternative, autres que le déplacement, qui soient pratiques au plan technique ou financier ; 2. Les avantages globaux du projet dépassent incontestablement la perte en patrimoine culturel qu'entraînerait le déplacement ; et 3. Tout déplacement de patrimoine culturel est réalisé au moyen des meilleures techniques reconnues 	<p>NO23. (14). "Le client s'interdira de modifier, d'endommager ou de déplacer de manière significative tout élément de patrimoine culturel essentiel. Dans des circonstances exceptionnelles où les impacts sur le patrimoine culturel essentiel sont inévitables, le client devra appliquer le mécanisme de Consultation et participation éclairées des Communautés affectées tel qu'il est décrit dans la Norme de performance 1 et qui comporte un processus de négociation de bonne foi aboutissant à un résultat documenté".</p>	<p>NO14. " Le client assume la responsabilité de l'implantation et de la conception du projet de manière à éviter des impacts négatifs considérables au patrimoine culturel. Le processus d'identification des risques et impacts environnementaux et sociaux devrait déterminer si l'emplacement du projet se situe dans une zone où un site de patrimoine culturel est susceptible d'être découvert durant la phase de construction ou d'exploitation. En</p>

Type de patrimoine culturel	Patrimoine culturel (PCA et PCV)	Patrimoine culturel reproductible	Patrimoine culturel non reproductible	Patrimoine culturel essentiel	Patrimoine fortuit
	évaluation et d'une présentation adéquate, exacte et objective desdits risques et impacts. Dans le cas des projets présentant des impacts négatifs potentielles ou des questions techniques complexes, les clients peuvent être amenés à recourir à des experts externes qui les aideront dans le processus d'identification des risques et des impacts ». Cette exigence est particulièrement importante pour les questions relatives au patrimoine culturel, car elles exigent souvent un niveau très spécialisé de connaissance de la zone et de l'objet du projet.	<p>3. Le déplacement permanent d'artefacts et de structures historiques et archéologiques sera réalisé conformément aux principes des paragraphes 6 et 7 ci-dessus ; et</p> <p>4. Lorsqu'il est établi qu'il n'est pas possible de limiter les impacts négatifs et de procéder à la restauration afin de garantir le maintien de la valeur et la fonctionnalité du patrimoine culturel et lorsque les Communautés affectées utilisent de longue date le patrimoine culturel à des fins culturelles, il faut alors indemniser pour la perte de patrimoine culturel matériel.</p>	à l'échelle internationale.		pareilles circonstances, dans le cadre de son SGES, le client élaborera les procédures pour la gestion de cas de découverte fortuite, 1 par une procédure de découverte fortuite, 2 qui doit s'appliquer lorsqu'un patrimoine est découvert par la suite".

ANNEXE 2

Proposition d'avis de suivi pour le traitement des sites

ANNEXE 2

PROPOSITION D'AVIS DE SUIVI POUR LE TRAITEMENT DES SITES

A - Information générale

Cette rubrique donne les informations générales sur le traitement du site.

Type de traitement : Il s'agit juste d'indiquer le type de traitement, par exemples : site destructible avec rituel(s) (prières) + condition(s) + secret ; site déplaçable/destructible avec rituel(s) + condition(s) de relocalisation ; site déplaçable/destructible avec sacrifice(s) ; site déplaçable/destructible sans procédures particulière ; etc.

Conditions indispensables à prendre en compte pour le traitement du site :

La ou les condition(s) données pour le valider et permettre sa mise en œuvre. Il s'agit donc de valider cette condition, pour que le type de traitement indiqué pour ce site et les modalités précises dans sa notice soient effectifs. Si ces conditions ne sont pas respectées, le type de traitement indiqué dans la notice peut basculer vers un autre type.

Il peut s'agir, à titre d'exemples de conditions les plus fréquentes, des actions suivantes :

- Remblayer le cimetière détruit.
- Déplacer des ossements/tombes/objets présents dans le site.
- Clôturer le site (celui qui est préservé **ou** le site de remplacement).
- Trouver un site de remplacement aux caractéristiques souhaitées par les populations.
- Consulter les génies (par l'intermédiaire d'un marabout ou d'un homme voyant) pour compléter et valider le traitement donné.
- Obtenir le consensus sur le contenu du traitement entre plusieurs villages concernés par le site.
- Apporter aux villageois des éléments/informations complémentaires sur le projet, notamment à propos du degré d'impact du village et des sites.
- Définir la distance minimale à respecter entre le site et la zone impactée par les travaux.
- Réaliser un sacrifice afin de demander pardon pour le dérangement occasionné par les travaux réalisés à la périphérie du site.

Confidentialité : Préciser dans cette rubrique par « OUI » ou « NON » si le traitement du site doit se faire secrètement et à la discrétion de la communauté villageoise, ou une partie, etc.

Autre(s) site(s) concerné(s) : Indiquer par « OUI » ou « NON » s'il y a d'autres sites concernés par le même traitement. Indiquer ce qui justifie que ces sites soient traités ensemble.

Pour rappel, il peut s'agir des justifications et des cas de figure suivants :

- Liens de parenté, de mariage, de voisinage ou de collaboration entre les génies des sites traités en commun.
- Relations hiérarchisées des génies entre un site « père » et des sites « enfants » traités en commun.
- Sites formant un « territoire de génies » traités en commun.
- Sacrifice commun adressé à Dieu pour le déplacement/destruction de l'ensemble des sites villageois.
- Cimetières d'un même village traités en commun.

B - Mise en œuvre du plan de gestion et procédures à suivre**Phase 1 - Reprise des négociations et validation d'un traitement définitif :**

Indiquer les démarches préalables qui devront être engagées pour valider et permettre l'élaboration précises des cours d'action (phase 2) et la mise en œuvre du traitement des sites (phase 3).

Ces démarches doivent être listées et détaillées, à partir des rencontres avec les acteurs de leur mise en œuvre qu'ils soient des membres de communautés, des responsables administratifs locaux, ou des bureaux Rio Tinto Simfer ou des sous-traitants.

Cette rubrique contient, en fonction de ce que nous avons présenté dans la Phase 1 du PGPC, le(s) point(s) particulier(s) sur le(s)quel(s), Rio Tinto Simfer doit poursuivre lors d'une première concertation avec les communautés, les enquêtes. Il peut s'agir :

- De donner des informations supplémentaires demandées par les villageois, ou d'en confirmer, pour valider ou changer et valider un traitement
- D'obtenir de la part des villageois les résultats d'une enquête menée par eux
- Se rapporter les informations relevées par Insuco lors de la mission pour les valider entre Rio Tinto Simfer et les communautés
- etc.

Phase 2 - Préparation du processus de traitement avec les parties prenantes :

Cette démarche est globale et unique pour tous les traitements, du point de vue des procédures du PGPC. Dans la grande majorité des cas il s'agit donc de définir sous la forme d'un mode opératoire l'ensemble de l'opération de traitement, les actions et les acteurs.

En effet les contenus précis de cette phase, en termes d'actions à mener, les acteurs qui vont s'y trouver impliqués, dont de nouveaux possiblement, ainsi que la distribution des rôles de chacun, ne peuvent être anticipés sinon dans les grandes lignes à partir du type de traitement.

En Outre, cette phase contient une nouvelle étape de validation, cette fois juridique. La rubrique doit ainsi préciser le processus, les acteurs concernés, etc. pour aboutir à la validation contractuelle.

Phase 3 - Mise en œuvre de plan de gestion et traitement spécifique du site :

Il s'agit dans cette rubrique de lister les étapes de traitement d'un site.

Par exemple pour les actions rituelles (mais elles peuvent être des actions d'ingénierie), les plus fréquentes sont les suivantes :

- Consultation complémentaire des génies.
- Réunion entre les personnes décisionnaires du traitement.
- Sacrifices/prières préalables (information/invitation des génies).
- Sacrifices/prières de destruction du site/de déplacement des génies.
- Sacrifice/prières d'inauguration du site de remplacement.
- Sacrifice/prières de reprise de contact avec les génies déplacés.
- etc.

Mobilisation des participants :

Indiquer les informations sur les participants, le(s) jour(s) et le(s) lieu(x) de la cérémonie de traitement du site, etc.

Exemple : Les natifs et ressortissants du village / le(s) lignage(s) X / la(es) personne(s) X / les villages X / le(s) groupe(s) X et leurs invités assiste au rituel de traitement qui se déroule sur le site, un lundi.

Invités :

Indiquer les noms des villages / lignages / personnes invités à la cérémonie de traitement.

A la différence des participants, les invités sont des ressortissants d'autres villages auquel appartient un site et aucun membre de ces villages ne participe à des actions du traitement.

Tableau récapitulatif de l'exécution des rituels :

Nature du rituel de traitement	<p>Il peut consister en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consultation(s) et/ou • Sacrifice(s) et/ou • Lectures du Coran/prières/bénédictions <p>Indiquer le lieu où se déroule l'acte(s) rituels(s) de traitement du site.</p>
Acteur(s) de(s) étape(s) rituelles du traitement	<p>Indiquer dans cette rubrique, pour chaque étape du traitement, le nom et le statut des personnes qui sont chargés de la réalisation des actes rituels (consultation, sacrifices, offrandes, prières, et lectures).</p> <p>Il s'agit le plus souvent de l'officiant (parfois spécialement désigné pour l'occasion) assisté des responsables du site, de l'individu utilisateur des terres environnantes, des Imams du village ou des villages invités, du ou des marabouts chargés d'identifier le traitement, des figures politiques et religieuses décisionnaires des affaires villageoises : l'aîné du lignage fondateur, des chefs administratifs, le doyen du village etc.</p>
Temporalité de(s) étape(s) du traitement	<p>Indiquer dans cette rubrique la durée, le jour et le moment de chaque étape des rituels de traitement du site.</p> <p>Il s'agit du temps nécessaire à l'exécution des rituels (en nombre de jours), le jour de la semaine où ils auront lieu, l'espace de temps qui devra séparer deux étapes, etc.</p> <p>Donner également des indications sur la période à laquelle ces étapes devront se dérouler (après la fin des travaux, pendant la saison sèche) et lorsqu'elle est indiquée, sur la durée qui doit séparer la fin du traitement du site du début des travaux.</p> <p>Dans tous les cas (à l'exception des sacrifices post-travaux) le traitement rituel devra avoir lieu avant le début des travaux.</p>
Détail(s) du contenu et du déroulement du ou des sacrifice(s)	<p>Indiquer dans cette rubrique, pour chaque étape des rituels de traitement du site, le contenu détaillé des offrandes et sacrifices demandés (nombre, couleur, sexe, âge de l'animal), l'endroit où ils sont faits, les interdits énoncés (participation au rituel, consommation du repas) en ce qui concerne l'identité des participants...</p> <p>Exemples d'interdits : la présence de griots, de femmes, les personnes qui ont commis l'adultère, se retourner après le dépôt des offrandes, ramener une partie de la viande au village, etc. Ils sont nombreux.</p>
Description du partage du ou des sacrifice(s)	<p>Nous indiquons pour chaque étape du traitement les modalités de consommation et de distribution des sacrifices et des offrandes faits (décrits dans la rubrique précédente).</p> <p>Exemple : telle partie de l'animal sacrifié (tête/pattes/ peau, foie, partie haute) les noix de kola, le pain blanc, etc. revient à telle personne ou entité : tous les participants, le(s) responsable(s), l'officiant, les défunts, les génies, les Anciens, le doyen du village, les jeunes, les Imams/lectures du Coran, les femmes, les hommes, les chasseurs, etc..</p>

Objectif(s) du ou des sacrifice(s)	Indiquer pour chaque étape du traitement, l'objectif de l'acte rituel (sacrifice, offrande, prière). Il peut s'agir de : <ul style="list-style-type: none"> • Demander pardon aux génies/défunts/Dieu pour le dérangement occasionné. • Déplacer des génies/tombes/objets présents dans le site. • Inaugurer un site de remplacement • Obtenir la protection ou la bénédiction de Dieu • Protéger le village et les ouvriers des activités • Assurer la continuité d'un lien avec les entités du site (défunts, ancêtres ou génies)
Éléments à préciser / détailler	Indiquer dans cette rubrique les informations manquantes ou contradictoires qu'il faudra préciser ou éclaircir lors de la phase 1 du traitement. Il peut s'agir de : <ul style="list-style-type: none"> • La temporalité du traitement • Le jour de la réalisation d'une étape • L'ordre des actes rituels les uns par rapport aux autres • Les acteurs, le lieu ou le contenu de l'une ou l'autre étape des rituels • etc.

Tableau récapitulatif des acteurs impliqués :

Personne(s) référent(s)	Indiquer le nom et le statut des personnes concernées. Pour rappel, les personnes qui devront être contactées par les agents de Rio Tinto Simfer lors de la phase 1 du traitement. Il peut s'agir : <ul style="list-style-type: none"> • De(s) responsable(s) du site et très souvent, les figures politiques : doyen du village, etc. • Des figures administratives : chef district, chef secteur, etc. • Des figures religieuses : Imams, marabouts, etc. Pour les sites « sans pratique sacrificielle » qui n'ont pas de responsables et d'officiant (notamment pour les sites de résidence de génies), citer les noms des utilisateurs des terres environnantes ou les figures incontournables du village. Le Conseil des Anciens et le Conseil de la Mosquée ou encore la Ligue islamique jouent un rôle important dans le processus décisionnel lié à la gestion des sites d'héritage culturel.
Personne(s) ayant identifié le traitement du site	Indiquer le nom et le statut de la personne qui a identifié le traitement dans le cas des sites de résidence de génie et par consultation de ces derniers ; il peut s'agir de : <ul style="list-style-type: none"> • Un marabout • Un voyant • Un responsable ou un officiant du site Pour les autres types, c'est une décision collégiale entre les personnes référentes nommées dans la rubrique précédente.
Participation aux étapes rituelles (Collective/De groupe(s)/Restreinte)	Indiquer le type de participation communautaire pour chaque étape rituelle du traitement est indiqué. Trois possibilités observées : <ul style="list-style-type: none"> • « Participation collective ou publique » (sauf interdits précisé ou à préciser) : l'ensemble des villageois et leurs invités assistent à l'étape. • « Participation de groupe » : il peut s'agir d'un ou de plusieurs lignages, des femmes, des hommes, des initiés, des chasseurs, des Imams, etc. • « Participation restreinte ou individuelle » : il peut s'agir d'un individu ou d'un petit groupe d'individus : les responsables et officiants du site, le marabouts/voyants, le doyen du village et les personnes de leur choix.

Temps global pour l'ensemble des phases de traitement :

Indiquer la durée de l'ensemble du traitement, c'est-à-dire des trois étapes.

Bien détailler les temporalités pour y faire apparaître les tensions et anticiper les contretemps.

Compléments :

- Indiquer la durée qui doit séparer la fin du traitement du début des travaux sur le site ou à sa périphérie.
- Indiquer s'il y a des préférences au niveau de la période de l'année où doivent se dérouler les rituels du traitement.

C - Remarques des communautés, Rio Tinto Simfer, contractants

Les deux rubriques suivantes permettent d'exprimer ces spécificités qui ne trouvent pas place ailleurs.

Souhaits et demandes des populations :

Indiquer les souhaits et le contenu des demandes particulières énoncées par les populations pour le traitement de leur site. Cette rubrique peut reprendre les spécificités liées à la problématique du déplacement dans le cadre du PCI.

Il peut s'agir :

- Du montant de la rémunération des Imams, des lecteurs du Coran, du « salaire » des marabouts ou des spécialistes de l'occulte qui interviennent dans le traitement du site, etc.
- Des caractéristiques telles que situation géographique, environnement naturel, soit différentes qualités que devra avoir un site de remplacement, une compensation, etc., du site déplacé/détruit/compensé/etc.
- Etc.

Remarques autres parties prenantes (dont Rio Tinto Simfer / Service communautaire, spécialiste du PC en particulier, qui encadre un traitement de site) :

Indiquer les remarques adressées aux agents de Rio Tinto Simfer concernant les modalités d'exécution des rituels ainsi que d'autres informations générales à la mise en œuvre technique du traitement.

ANNEXE 3

Procédure relative aux découvertes fortuites

ANNEXE 3

PROCEDURE RELATIVE AUX DECOUVERTES FORTUITES

La procédure de découverte fortuite décrite doit être suivie dans le cas où l'on pense qu'un élément ou un lieu du patrimoine culturel et/ou archéologique a été découvert pendant les travaux de construction. L'approche des découvertes fortuites comprend les étapes suivantes :

Les étapes sur le terrain :

- Arrêter les travaux dans les environs immédiats.
- Informer le superviseur du site/le contremaître.
- Installer des mesures temporaires de protection du site (rubans et piquets d'avertissement, panneaux d'évitement).
- Informer l'ensemble du personnel de l'entrepreneur de la possibilité de trouver si l'accès au droit de passage ou à une autre zone de travail est restreint.
- Faire respecter strictement toute zone d'interdiction nécessaire à la protection du site.
- Les artefacts seront laissés sur place dans la mesure du possible ; si des matériaux sont collectés, ils seront placés dans des sacs et étiquetés par l'archéologue, puis transmis aux autorités ; aucun membre du personnel du projet n'est autorisé à prendre ou à conserver des artefacts comme possessions personnelles.

Information et première identification :

- Informer le service des Communautés de la découverte. Le service des Communautés mettra à disposition des spécialistes du patrimoine culturel ou des archéologues pour effectuer une évaluation préliminaire afin de déterminer si la découverte fortuite relève du patrimoine culturel ou archéologique et, dans l'affirmative, s'il s'agit d'un isolat ou d'une partie d'un site ou d'un élément plus vaste.
- Si la découverte a une valeur culturelle ou archéologique, la zone doit continuer à être évitée. Les spécialistes du patrimoine culturel ou de l'archéologie se mettront en rapport avec les groupes communautaires concernés, le gouvernement et les autres parties prenantes pour les informer de la découverte.

Enquête complémentaire :

- Dans le cas d'une découverte de patrimoine culturel ou archéologique, une étude similaire en tous points à l'ESIA doit être réalisée par des spécialistes du patrimoine culturel ou de l'archéologie identifiés.
- L'enquête implique une investigation et une consultation de la communauté ou des détenteurs du patrimoine/de l'archéologie. Le patrimoine/archéologie doit être qualifié selon les catégories indiquées dans la norme SFI 8. Un plan de gestion doit indiquer les méthodes spécifiques de qualification du patrimoine/de l'archéologie. Un degré d'importance doit le qualifier.

Quelle que soit l'importance d'un site, même s'il est de faible degré, la procédure est la même que celle décrite ci-

Atténuation

- Si le spécialiste du patrimoine ou l'archéologue confirme que la découverte fortuite est un site archéologique ou du patrimoine culturel, il en informera le responsable de l'environnement et le superviseur.
- Réaliser la mesure d'atténuation en fonction des résultats des consultations des parties prenantes et selon les méthodes prescrites dans le PGSC. Le patrimoine de faible importance peut faire l'objet d'une demande d'atténuation (rituel, par exemple) dans les plus brefs délais. Mais l'atténuation n'est pas exclue. Les preuves archéologiques doivent être traitées rapidement en tant que valeur élevée ou faible et faire l'objet de procédures

archéologiques, telles que des sondages et des fouilles si cela en vaut la peine. Si une découverte fortuite est un site archéologique ou d'héritage culturel vérifié, préparez un rapport final sur les découvertes fortuites une fois que le traitement requis a été effectué.

Fermeture et procurement

- Si la découverte fortuite ne constitue pas un patrimoine culturel ou présente une faible valeur archéologique, les surintendants de la communauté doivent approuver la suppression des mesures de protection du site et l'activité peut reprendre.
- Pendant que le traitement requis est en cours, la coordination avec l'entrepreneur et le personnel compétent de Rio Tinto Simfer se fait en les tenant informés de l'état et du calendrier des investigations, et en les informant tous deux de la date à laquelle la construction peut reprendre.

ANNEXE 4

Procédure relative aux découvertes fortuites concernant le patrimoine culturel

ANNEXE 4

PROCEDURE RELATIVE AUX DECOUVERTES FORTUITES CONCERNANT LE PATRIMOINE CULTUREL

Source de l'impact	Impact	Mesure de contrôle
Défrichage	Perturbation physique de sites de patrimoine culturel	Etudes de base relative au patrimoine culturel (archéologiques et ethnographiques)
		Application d'une procédure de perturbation des sols en utilisant les SIG
		Mise en œuvre de la procédure des découvertes fortuites
		Fouilles exploratoires de vestiges archéologiques potentiellement importants
		Surveillance des zones sensibles pendant le défrichage
		Clôture des lieux de patrimoine culturel
Explosion	Perturbations physiques suite à des projections de roches, affaissement, effondrement, etc.	Critères de conception clairs et compréhension des impacts éventuels
		Clôture ou protection des lieux de patrimoine culturel
		Suivi des activités de construction, des niveaux de vibration
Poussière	Impacts esthétiques	Surveillance de sites spécifiques
		Contrôles de la suppression de poussières
Bruit	Impacts esthétiques	Niveaux raisonnables à convenir avec les CAP
		Surveillance du bruit
Lumière	Impacts esthétiques	Niveaux raisonnables à convenir avec les CAP
		Surveillance et diminution de l'éclairage si cela représente un problème
Accès restreint	Perte d'accès à des lieux spécifiques	Concertation avec les CAP à propos de la conception
		Minimisation des perturbations et création d'un accès temporaire alternatif si possible
		Surveillance des impacts sur l'utilisation traditionnelle
Migration interne	Impacts physiques sur les sites et impact sur les pratiques traditionnelles	Migration interne limitée aux grands centres (Beyla)
Afflux des employés de la construction	Impacts physiques négatifs sur les sites ou impacts sur les pratiques traditionnelles	Code de conduite de Simandou Formation et sensibilisation Conception d'installations pour le logement et les loisirs des employés

ANNEXE 5

Suivi et surveillance

ANNEXE 5

SUIVI ET SURVEILLANCE

Le suivi et la surveillance seront utilisés pour déterminer les performances par rapport aux objectifs et aux buts liés à la gestion du patrimoine culturel. Cette dernière comprend le suivi et la surveillance, sans toutefois s'y limiter, tel qu'indiqué dans le Tableau ci-dessous.

Sujet	Exigence de surveillance / suivi	Mécanisme	Calendrier	Partie responsable
Procédure de perturbation des sols	S'assurer que le système s'applique à tous les sous-traitants et autres prestataires, que des formations et sensibilisations suffisantes sont réalisées ; la procédure correspond au système Simfer ; elle est mesurable	Révision du système, utiliser des exemples spécifiques pour tester l'efficacité	Avant le début de la construction	Simfer
Arrivée de sous-traitants	Formation et sensibilisation des sous-traitants	Suivi des modules de formation et des taux de présence	3 mois après le début, sauf si nécessaire avant	Simfer
	Vérification auprès des CAP	Entretiens avec les CAP		
Surveillance importante des sites	Inspection physique des sites identifiés	Comparaison avec les données de base relevées pendant les études	Continu	Simfer
	Suivi des actions par rapport aux exigences de gestion de sites spécifiques	Vérifier si toutes les exigences de gestion (par ex. pose d'une clôture) ont été mises en place	Avant le début de la construction	Simfer
Pratiques culturelles	Vérification par rapport au référentiel social si les pratiques culturelles traditionnelles changent	Révision du référentiel puis entretiens avec les CAP.	Périodique. Débute un mois après le début de la construction	Simfer